

Les coulisses de la quantification des langues

I retroscena della quantificazione delle lingue

Davos las culissas da la quantificaziun da linguas

Hinter den Kulissen der Quantifizierung von Sprachen

Executive Summary
 Alexandre Duchêne, Renata Coray, Philippe Humbert
 2019

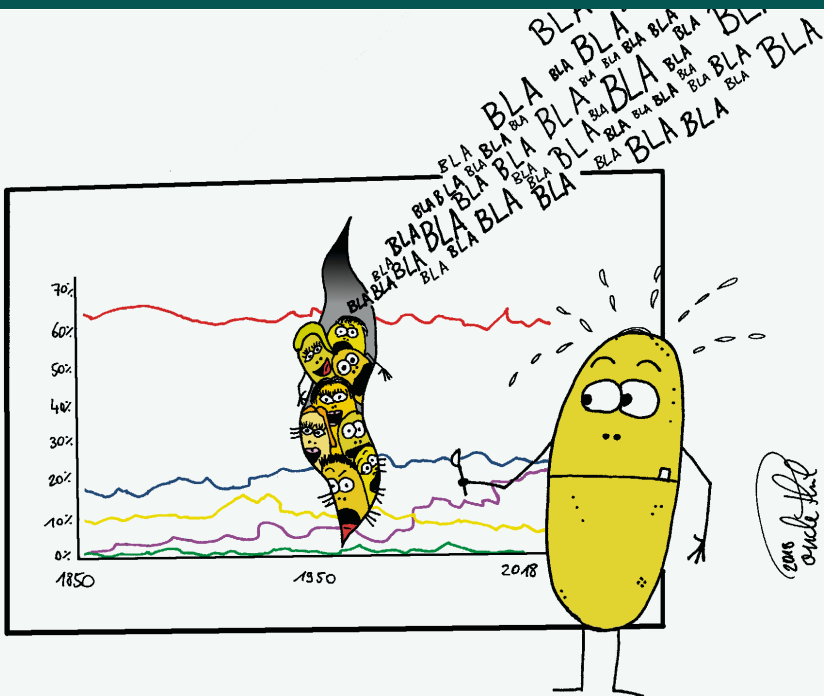


Illustration originale d'Oncle Phil, © tous droits réservés, 2018

Publié par | Herausgeber

Institut de plurilinguisme
www.institut-plurilinguisme.ch

—
Institut für Mehrsprachigkeit
www.institut-mehrsprachigkeit.ch

Auteurs | AutorInnen

Alexandre Duchêne, Renata Coray, Philippe Humbert

Traduction | Übersetzung

Philippe Moser, Joël Rey, Lia Rumantscha

Le projet dont il est question a été réalisé dans le cadre du programme de travail 2016-2020 du Centre scientifique de compétence sur le plurilinguisme. La responsabilité du contenu de la présente publication incombe à ses auteurs.

Das vorliegende Projekt wurde im Rahmen des Arbeitsprogramms 2016-2020 des Wissenschaftlichen Kompetenzzentrums für Mehrsprachigkeit durchgeführt. Für den Inhalt dieser Veröffentlichung sind die AutorInnen verantwortlich.

Fribourg | Freiburg, 2019**Layout**

Billy Ben, Graphic Design Studio

Avec le soutien de | Unterstützt von

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Eidgenössisches Departement des Innern EDI
Département fédéral de l'intérieur DFI
Dipartimento federale dell'interno DFI
Departament federal da l'intern DFI
Bundesamt für Kultur BAK
Office fédéral de la culture OFC
Ufficio federale della cultura UFC
Uffizi federal da cultura UFC

Les coulisses de la quantification des langues

Executive Summary

I retroscena della quantificazione delle lingue

Sommario esecutivo

Davos las culissas da la quantificaziun da linguas

Executive Summary

Hinter den Kulissen der Quantifizierung von Sprachen

Executive Summary

Alexandre Duchêne, Renata Coray, Philippe Humbert

2019

—
Rapport du Centre scientifique de compétence sur le plurilinguisme
Rapporto del Centro scientifico di competenza per il plurilinguismo
Rapport dal Center scientific da cumpetenzza per la plurilinguitad
Bericht des Wissenschaftlichen Kompetenzzentrums für Mehrsprachigkeit

Index

Français	Les coulisses de la quantification des langues	7
1	Contexte, objectifs et méthodes	8
2	Aperçu des résultats de recherche	11
2.1	Histoire de la statistique officielle des langues en Suisse	11
2.2	Les défis de la réalisation d'une nouvelle enquête statistique officielle sur les langues	13
2.3	Le traitement médiatique des statistiques linguistiques	19
3	Conclusion	22
4	Bibliographie	80
5	Abréviations	81

Italiano	I retroscena della quantificazione delle lingue	25
1	Contesto, obiettivi e metodi	26
2	Panoramica dei risultati della ricerca	29
2.1	Storia della statistica ufficiale delle lingue in Svizzera	29
2.2	Le sfide di una nuova inchiesta statistica ufficiale sulle lingue	31
2.3	Il trattamento mediatico delle statistiche linguistiche	36
3	Conclusione	40
4	Bibliografia	80
5	Acronimi	81

Rumantsch	Davos las culissas da la quantificaziun da linguas	43
1	Context, finamiras e metodas	44
2	Survista dals resultats da la retschertga	47
2.1	Istorgia da la statistica uffiziala da las linguas en Svizra	47
2.2	Las sfidas d'ina nova enquista statistica uffiziala davart las linguas	49
2.3	Il resun medial da las statisticas linguisticas	55
3	Conclusiun	58
4	Bibliografia	80
5	Abreviazziuns	81

Deutsch	Hinter den Kulissen der Quantifizierung von Sprachen	61
1	Kontext, Ziele und Methoden	62
2	Übersicht der Untersuchungsergebnisse	65
2.1	Geschichte der offiziellen Sprachenstatistik in der Schweiz	65
2.2	Die Herausforderungen einer neuen offiziellen statistischen Sprachenerhebung	68
2.3	Die mediale Verarbeitung der Sprachenstatistiken	74
3	Schlussfolgerungen	77
4	Bibliografie	80
5	Abkürzungen	81

Les coulisses de la quantification des langues

Executive Summary

—
Alexandre Duchêne, Renata Coray et Philippe Humbert

1

Contexte, objectifs et méthodes

Les recensements des langues constituent un des piliers fondamentaux dans la représentation du plurilinguisme helvétique. Ancrées dans une tradition de plus de 150 ans, les statistiques linguistiques officielles servent à définir la composition linguistique du territoire. C'est entre autres à l'aide des statistiques que les autorités dessinent les contours des frontières linguistiques et observent l'évolution démographique des communautés linguistiques à travers le territoire. En Suisse, nous sommes régulièrement confrontés à ces chiffres qui sont consultés par de nombreux·ses acteur·trice·s sociaux·ales. Ils font partie de notre paysage scientifique, médiatique et politique, et font souvent l'objet d'âpres débats politiques et scientifiques, révélant des divergences sur ce qui compte comme « francophone », comme « plurilingue », comme « dialectophone », etc. Fondamentalement, ils viennent interroger ce qui fait la particularité de la Suisse, à savoir sa diversité linguistique, à laquelle est associée un imaginaire national et une certaine idée de la cohésion sociale.

Le point de départ de ce travail n'est pas *stricto sensu* statistique, il est avant tout sociolinguistique. Si les chiffres sont constitutifs d'une certaine image de la Suisse, ils posent une série de questions à la fois linguistiques et politiques. En effet, nous le savons, pour quantifier les pratiques langagières, il est nécessaire de catégoriser ce qui compte comme langue ou non, de réduire des phénomènes sociolinguistiques complexes en uni-

tés quantifiables. Quantifier les langues n'est pas un processus neutre, cela implique des décisions méthodologiques ancrées dans certaines conceptions du langage sur lesquelles les linguistes eux-mêmes sont en désaccord (qu'est-ce qu'une langue ? en quoi le dialecte est-il différent du standard ? qu'est-ce que le plurilinguisme ? etc.). Ces décisions ne sont pas sans conséquence. En fonction des questions que l'on pose, de la manière dont on les formule, et du type de récolte et de traitement que l'on fait des données, les statistiques obtenues contribuent à rendre certains groupes d'individus ou certaines pratiques plus visibles, ou au contraire à les effacer du paysage linguistique national.

C'est pourquoi nous avons cherché dans ce projet (effectué au Centre scientifique de compétence sur le plurilinguisme de Fribourg, 2014-2017), à mieux comprendre l'activité de compter les langues, les locuteur·trice·s et les pratiques langagières. Nous nous sommes intéressés à ce qui se passe dans les coulisses de chiffres que nous côtoyons quotidiennement en tant que citoyen·ne, chercheur·e, journaliste ou encore politicien·ne. Nous avons cherché à comprendre quels sont les raisonnements qui, au fil de l'histoire, président à la réalisation de statistiques linguistiques, quelles conceptions du langage, des langues, du plurilinguisme se donnent à voir dans la production et passation de questionnaires sur les langues et quels défis rencontrent les personnes qui répondent aux questions, de même que celles qui administrent

les réponses. Finalement, nous avons examiné comment les chiffres publiés par les autorités circulent dans des sphères d'influence, telles que les médias et le champ politique, et la manière dont ils sont appropriés et/ou contestés.

Cette recherche, dont nous dégageons les principaux résultats dans cette synthèse, s'est organisée autour de trois grands axes d'investigation. Un axe *historiographique* qui a cherché à mettre en évidence les grandes étapes de l'évolution historique des statistiques sur les langues en Suisse. Un axe *ethnographique* qui a examiné la manière dont s'élabore une enquête statistique sur les langues, ceci en documentant les différentes étapes d'une enquête contemporaine (rédaction du questionnaire, passation de l'enquête, traitement des données). Et finalement un axe *médiatique* dans lequel nous avons étudié les diverses appropriations des résultats tels qu'ils circulent dans l'espace public.

Le *premier corpus*, à savoir les données historiographiques (de 1850, date de la publication des premières statistiques des langues en Suisse, à nos jours), est constitué de documents d'archives, de publications officielles du gouvernement et du parlement fédéral (Feuille Fédérale, Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale, etc.), ainsi que de publications et de documents de l'Office fédéral de la statistique (OFS) (rapports méthodologiques, matériel de recensement, etc.). Nous avons par ailleurs enrichi ce corpus d'entretiens d'expert·e·s ayant pris part à des recensements ou les ayant suivis de près. Nous avons étudié de manière systématique, en nous appuyant sur des analyses textuelles (Bauman & Briggs, 1990; Park & Bucholtz, 2009), les diverses formulations et défini-

tions des questions sur les langues dans les recensements, de même que nous avons examiné les débats et rapports d'expertise qui ont conduit à la modification de certaines formulations ou encore au changement des modes de récoltes de données.

Le *deuxième corpus* est composé de données ethnographiques récoltées lors de notre travail de terrain qui consistait à accompagner et à documenter la réalisation d'une nouvelle enquête statistique sur les langues : l'Enquête sur la langue, la religion et la culture (ELRC). Cette enquête s'inscrit dans une série de développements méthodologiques à l'OFS. Depuis 2010, le traditionnel recensement de la population décennal est remplacé par un nouveau système de récolte de données combinant plusieurs sources et méthodes. Outre les registres des habitant·e·s, et le relevé structurel (une enquête par échantillonnage annuel), l'OFS propose chaque année une analyse thématique approfondie. En 2014, l'OFS a réalisé pour la première fois l'étude ELRC qui sera répétée tous les cinq ans. Cette étude inclut un important volet sur les langues en Suisse. Nous avons eu l'opportunité de suivre l'élaboration et la réalisation de cette enquête en qualité d'observateur·trice·s participant·e·s (nous avons à plusieurs reprises été consulté·e·s et avons fourni à l'OFS des rapports périodiques). Les données analysées sont constituées de notes de terrain prises durant des séances de discussions avec l'OFS, de focus-groupes durant lesquels les enquêteur·trice·s et les superviseur·e·s de l'institut de sondage expliquent leurs méthodes de travail, de notes de terrain prises par plusieurs chercheur·e·s assis·e·s à côté des enquêteur·trice·s durant 150 entretiens téléphoniques, ainsi que des documents ins-

titutionnels liés à la conception et à la passation du questionnaire. De plus, nous avons pu enregistrer les 150 interactions téléphoniques de l'enquête (en français, en (suisse-) allemand et en italien) que nous avons ensuite transcrites. Les réponses telles qu'elles ont été codifiées dans la base de données de l'OFS ont été mises en relation avec les interactions. Nous avons alors analysé les défis rencontrés par les concepteur-trice-s, les enquêteur-trice-s, les répondant-e-s et les statisticien-ne-s, mobilisant ainsi à la fois les outils de l'analyse des interactions verbales (Traverso, 2008) et de l'analyse ethnographique des enquêtes sociales (Cicourel, 1964; Merry, 2016).

Le *troisième corpus*, les données médiatiques, englobe principalement des coupures de presse répertoriées dans les archives de l'OFS et d'autres archives de presse. Le corpus de presse a porté sur la période de 1990 (moment où les questions du recensement ont connu une évolution majeure, cf. infra) à nos jours (incluant la réception de l'enquête ELRC 2014). Par ailleurs, pour les produits médiatiques liés aux résultats de l'ELRC 2014, nous avons élargi notre récolte aux journaux télévisés et radiophoniques. À la croisée des intérêts des politiques, des médias et du public, ces données ont donné lieu à une analyse des discours médiatiques d'inspiration foucauldienne (Keller, 2011). Nous avons alors observé quels aspects des résultats de l'OFS sont sélectionnés par les médias (ou non) et trouvent un écho (ou non) dans l'espace public. Nous avons par ailleurs analysé la manière dont ces sélections thématiques ont été traitées et comment les résul-

tats ont été interprétés par les acteur-trice-s médiatiques, pour finalement nous concentrer sur la manière dont cette diffusion a été débattue par différents groupes d'intérêt.

Cette démarche¹ et les questionnements qui jalonnent notre étude nous permettent ainsi de proposer une lecture sociolinguistique des statistiques sur les langues, de dégager les grands défis conceptuels sous-jacents au processus même de compter des langues et des locuteur-trice-s, de même que de saisir la portée politique de recenser les langues dans un territoire où la diversité linguistique est constitutive de l'image de la nation.

1 Pour de plus amples informations concernant la méthodologie, cf. Duchêne, Humbert & Coray, 2018.

2 Aperçu des résultats de recherche

2.1 Histoire de la statistique officielle des langues en Suisse

Développement historique des modes de relevés statistiques sur les langues

Chargé de fournir des informations quantitatives sur l'évolution et l'état de la population, c'est en 1860 que l'OFS voit officiellement le jour en Suisse sous le nom de « Bureau fédéral de statistique » (voir Busset, 1993, et Jost, 2016, pour l'histoire des statistiques et des recensements de la population suisse). Depuis cette date, plusieurs manières de compter les langues ont été envisagées. Les premières données statistiques sont élaborées sur la base de la langue de la commune (1850, avant l'existence officielle de l'OFS) et de la langue parlée dans les ménages (1860-70). C'est en 1880 qu'une question linguistique sur la « langue maternelle » est introduite dans le recensement et donc posée de façon systématique à tou-te-s les habitant-e-s, de manière individuelle. La question linguistique sera maintenue (avec des variantes de formulation, cf. infra) dans le recensement général jusqu'en 1980. Dès 1990, cette question est accompagnée de deux questions complémentaires concernant les pratiques langagières dans deux domaines (à la maison et au travail/à l'école). En 2010, le recensement exhaustif est abandonné au profit d'un relevé

structurel annuel, composé d'un échantillon d'au moins 200 000 individus âgés de 15 ans et plus qui se voient sollicités pour remplir un questionnaire. Les questions linguistiques sont maintenues dans le relevé structurel et une enquête thématique (ELRC) est conduite en 2014 afin de documenter plus en détail les pratiques langagières en Suisse.

Ces différentes manières de sonder la langue créent différents effets de saillance sur les groupes de locuteur-trice-s rendus visibles ou non. Compter les langues sur la base de la langue utilisée par la commune posait des problèmes dans des communes avec des habitant-e-s de langues différentes (notamment dans des régions à la frontière linguistique). Recenser les langues au travers des ménages ne permettait pas de rendre compte de nombreux locuteur-trice-s logeant dans un ménage, p. ex. germanophones, mais qui parlaient une autre langue comme l'italien ou le romanche. Le recensement général dès 1880 a permis de rendre compte de cette population. Par ailleurs, la disparition du recensement au profit du relevé structurel dès 2010 a entraîné, quant à elle, un problème inhérent à l'introduction de la méthode par échantillonnage, en particulier pour les groupes linguistiques de petite taille (voir Coray, 2017a et 2017b, pour le romanche). Il en va de même pour l'ELRC qui s'appuie sur un échantillonnage plus réduit encore.

Développement historique des questions sur les langues

De même que les manières de récolter des données ont évolué à travers le temps, celles de poser des questions sur les langues ont également pris des formes diverses au fil des années. Notre analyse historiographique a permis de dégager différentes étapes de formulation que nous décrivons brièvement ici.

Le recensement de la langue dite «maternelle» dès 1880 coïncide avec le relevé des données linguistiques au niveau individuel. L'usage du terme «maternel» s'inscrit dans une volonté politique d'associer la question linguistique aux origines des répondant-e-s. Dès le début, la question de la «langue maternelle» affiche son objectif d'identifier les résident-e-s suisses et étranger-ère-s provenant de territoires linguistiques différents. La question sur la langue maternelle est intrinsèquement inscrite dans une conception monolingue et mono-variétale, les répondant-e-s ne pouvant inscrire qu'une seule langue (ce qui restera le cas jusqu'en 2010) sans pouvoir faire de distinction entre dialecte et langue standard non plus. De nombreux-ses bilingues ou plurilingues se voient ainsi forcé-e-s de faire un choix en ne déclarant qu'une seule langue. La question pose plus de difficultés encore dans des zones de contacts entre deux, voire trois, langues, comme dans le nord du canton de Berne, dans celui du Jura ou dans les Grisons par exemple. Si une première définition est relevée uniquement dans la version française des formulaires du recensement de 1900, c'est en 1910 que la «langue maternelle» est définie pour la première fois de la même manière pour l'ensemble du relevé national. À cette date, les

concepteur-trice-s précisent les caractéristiques définitoires de cette locution en insistant déjà sur le fait qu'il s'agit de «la langue dans laquelle on pense», celle qu'on «utilise le plus volontiers dans le contexte familial» et «le plus couramment». Dès 1950, la définition de la «langue maternelle» est reformulée (en opérant une réduction des critères) comme suit: «la langue dans laquelle on pense et que l'on possède/maîtrise le mieux». L'idée de vérifier le degré d'intégration, voire d'assimilation linguistique, des individus par le biais de cette question se concrétise: une personne ayant grandi en parlant (suisse-) allemand qui déménagerait en territoire francophone resterait ainsi identifiable, dans la mesure où même si elle s'exprimait en français, on partirait du principe qu'elle pense toujours en (suisse-)allemand. Avec le temps, il se pourrait toutefois que cette même personne se mette à penser en français, donc qu'elle change de langue et «s'assimile» – pour reprendre un terme déjà utilisé à l'époque – à la majorité linguistique de son milieu. En Suisse, c'est par le biais de la langue de la *pensée* – conçue comme celle que l'on sait mieux que toutes les autres – qu'on cherche à évaluer les rapports de force entre des communautés linguistiques imaginées homogènes et monolingues jusqu'à récemment.

Cette définition est encore proposée dans le relevé structurel actuel. D'un point de vue statistique, la relative stabilité de la définition garantit une certaine continuité des données récoltées à travers le temps, maintenant un niveau de comparabilité des résultats sur plus d'un siècle de relevés statistiques. Toutefois, la terminologie utilisée en 1990 change sous l'impulsion d'expert-e-s issus des milieux politiques et scientifiques. Ils/

Elles estiment qu'il est préférable d'éviter le terme «maternel», car celui-ci suscite trop d'émotions et ne rend pas compte des véritables pratiques des individus, mais plutôt de leur sentiment d'appartenance familiale. A la locution «langue maternelle» est préférée celle de «langue principale». Au même moment, deux questions sont ajoutées sur les langues «habituellement parlées à la maison/avec les proches» et «au travail/sur le lieu de formation», permettant pour la première fois d'obtenir des résultats sur le plurilinguisme et la diglossie, puisque les répondant-e-s ont la possibilité de distinguer leurs pratiques langagières en indiquant l'utilisation d'un/plusieurs standards et d'un/plusieurs dialectes suisses. L'apparition de ces deux questions concorde avec une volonté politique de soutenir scientifiquement et politiquement l'importance du plurilinguisme en Suisse. Cependant, la première question de la langue principale reste encore formulée au singulier, empêchant les répondant-e-s de *se déclarer* et de se définir comme bilingue ou plurilingue. Ce n'est qu'en 2010 qu'il devient possible d'indiquer plusieurs «langues principales» dans le relevé structurel, élargissant encore l'empan des données statistiques qu'il est possible d'obtenir sur le plurilinguisme.

Étant donné que la mobilité croissante des individus à travers la Suisse induit une recrudescence des contacts linguistiques, les chiffres sur le plurilinguisme individuel commencent à susciter plus d'intérêt. Basée sur des moyens technologiques plus sophistiqués, la diversification des modes de relevés statistiques de l'OFS reflète aussi la volonté d'essayer d'approfondir quantitativement des changements de société, tels que

le plurilinguisme et la diglossie, qui deviennent de plus en plus des sujets de débats économiques et politiques.

Ce bref aperçu historiographique souligne combien l'évolution de la statistique des langues en Suisse constitue une forme de miroir de l'histoire sociale et politique des idées sur les langues. La manière de récolter les données, la terminologie, la définition de la langue ou encore le nombre et l'ordre de passation des questions produisent des effets – certes de calculs – mais aussi de sens, permettant de donner à voir un certain type de paysage linguistique s'articulant à un certain imaginaire national au même titre qu'il soutient des enjeux politiques (voir Humbert, 2018, pour l'imaginaire linguistique cartographique). La diversification du paysage linguistique helvétique induit une complexification dans la manière de compter les langues. En ce sens, la nouvelle enquête ELRC constitue un terrain d'investigation sans précédent, nous donnant accès à l'élaboration en temps réel d'une enquête statistique.

2.2 Les défis de la réalisation d'une nouvelle enquête statistique officielle sur les langues

Dans le prolongement des développements présentés ci-dessus, l'ELRC 2014, enquête réalisée par *computer-assisted telephone interview* (CATI) auprès d'un échantillon d'environ 16 500 répondant-e-s, a pour objectif de quantifier la diversité des pratiques langagières en Suisse. Complémentaire au relevé structurel, cette enquête permet de poser davantage de questions et ainsi de propo-

ser un aperçu des pratiques plurilingues dans différents espaces sociaux. Il ne s'agit plus d'identifier les individus à une seule langue ou à plusieurs, il ne s'agit plus uniquement de les localiser sur le territoire, mais bien de documenter une myriade d'usages plurilingues productifs et/ou réceptifs au sein de la société helvétique. En ce sens, l'ELRC constitue l'aboutissement de la reconnaissance de l'importance d'un dénombrement des langues en Suisse, tout autant qu'il permet de proposer une image plus dynamique des pratiques langagières. Il s'agit d'un terrain de recherche unique afin de saisir les différents défis rencontrés par de nombreux acteur-trice-s impliqué-e-s dans la réalisation de cette enquête. Dans ce qui suit, nous allons dégager les principales lignes de tensions rencontrées dans les diverses étapes de sa réalisation : conception de l'enquête, passation du questionnaire et traitement statistique des données.

La conception de l'ELRC 2014

Le choix des questions, de même que la manière de les formuler, sont le fruit de nombreuses discussions au sein de l'OFS, mais aussi entre des acteur-trice-s sociaux-ales issu-e-s de divers domaines institutionnels, scientifiques et/ou politiques (migration, culture, éducation, etc.). Le questionnaire final est donc le produit d'un processus complexe où les responsables de l'OFS se doivent de prendre en considération des intérêts divers (et parfois divergents), de même qu'ils/elles doivent faire face à des contingences techniques et matérielles (durée de passation conditionnant le nombre de questions, modalités de passation par téléphone impliquant un travail impor-

tant sur les enjeux d'intercompréhension, etc.). Au final, les questions qui sont posées et qui seront traitées sont le résultat de contraintes, d'intérêts et de collaborations multiples.

L'examen de cette pratique collaborative a permis de mettre en évidence trois grands défis conceptuels dans la réalisation de ce questionnaire :

- a. *Le relevé du plurilinguisme individuel* : l'un des enjeux récurrents dans l'élaboration du questionnaire est celui de savoir combien de langues peuvent être indiquées par les répondant-e-s comme relevant de leur répertoire linguistique (« langue(s) principale(s) » et « langues connues »). En effet, l'objectif de l'ELRC de recenser les pratiques langagières prédispose les statisticien-ne-s à documenter le plurilinguisme, et en ce sens à mettre l'accent sur la diversité linguistique en Suisse afin d'éviter ainsi de rendre les répondant-e-s plus monolingues qu'ils/elles ne le sont. Cependant, une série d'interrogations ont émergé lors du processus de rédaction de l'enquête, liées cette fois-ci au degré d'ouverture au plurilinguisme. Ces interrogations portaient à la fois sur la manière de poser certaines questions (la ou les « langues principales », le degré de connaissance des « langues connues »), sur des enjeux pratiques (en particulier le temps de passation) qu'occasionnerait une ouverture maximale à de multiples langues (sans limitation du nombre de langues), et sur l'écueil possible d'une formulation trop ouverte qui rendrait les répondant-e-s exagérément plurilingues.

Face à ces questionnements, un compromis a été trouvé en initiant le questionnaire en deux temps. Dans un premier temps, il a été décidé de reformuler la question de la « langue principale » au pluriel, sans limitation du nombre de langues, tout en maintenant une définition proche de celle du relevé structurel. Ceci dans le but d'éviter d'énumérer trop de langues que les répondant-e-s disent savoir, sans pour autant les inciter à n'en indiquer qu'une seule. Dans un second temps, afin de garantir la documentation d'un plurilinguisme fonctionnel, une question sur les « langues connues » a été ajoutée, dont la formulation plus ouverte permet au répondant-e-s de lister les langues qu'ils/elles connaissent plus ou moins bien.

- b. *La distinction dialecte – langue standard* : dans les espaces italophones et germanophones, le dialecte fait partie des usages quotidiens. Objet de débats (dans l'espace public et politique), sa pratique est tantôt perçue comme une menace sur la cohésion nationale, tantôt comme un patrimoine national vivant et comme une caractéristique identitaire qu'il convient de cultiver dans le respect de la diversité. De plus, dès 1990, le recensement avait introduit le dialecte comme une catégorie de réponse possible. C'est pourquoi il a rapidement été envisagé d'introduire le dialecte comme possibilité de réponses à de nombreuses questions de l'ELRC. Cependant, chercher à avoir des informations fiables sur le dialecte présuppose que la distinction entre « standard » et « dia-

lecte » soit claire et que toutes les personnes interrogées en soient informées. Afin d'assurer cette information, il a été introduit dans le script du questionnaire des questions de relance qui étaient activées lorsque les répondant-e-s évoquaient l'allemand (ou le suisse-allemand) ou l'italien (ou le dialetto) comme « langue principale » et/ou « langue connue ». Ces relances portent sur la distinction entre dialecte et standard, demandant aux répondant-e-s de préciser s'il s'agit du dialecte, du standard ou des deux.

- c. *Les niveaux de compétences linguistiques vs les fréquences et domaines d'usages* : la distinction entre compétences et fréquence d'usage a constitué un sujet central de discussion dans l'élaboration du questionnaire. Les représentant-e-s des milieux de l'éducation et de la migration, ainsi que des associations de défense des communautés linguistiques souhaitaient obtenir des informations statistiques sur les compétences linguistiques, notamment pour en savoir plus sur des enjeux liés à l'intégration dans la société suisse. Plusieurs pistes ont été envisagées pour essayer de distinguer les niveaux de compétences linguistiques, mais elles suscitaient plusieurs difficultés (subjectivité des auto-évaluations et dimension chronophage de questions précises sur les compétences). C'est pourquoi, il a été décidé d'abandonner le sondage de compétences et de se concentrer sur les fréquences d'usage qui permettent de donner un aperçu différencié du plurilinguisme fonctionnel.

Malgré le nombre important de questions qu'une enquête thématique permet de poser, l'élaboration du questionnaire a nécessité une sélection inévitable parmi une multitude de questions possibles. Pour ce faire, il a fallu naviguer entre les intérêts et les besoins des statisticien-ne-s, de l'institution mandatée pour l'expertise scientifique (celle à laquelle nous sommes rattachés) et d'autres groupes d'intérêts (p. ex. CDIP, OFC, SEM). Les choix thématiques peuvent être ainsi considérés comme la résultante de ces discussions, mais ils sont aussi le témoin de la place qu'occupent les langues dans notre société. L'emphase sur le travail ou sur les médias (y compris les médias sociaux) en est un exemple.

Nous le constatons, l'élaboration d'un questionnaire sur les langues et dialectes est loin d'être une activité simple et évidente. Au contraire, elle implique une série de décisions qui ne sont pas neutres et qui induisent des conséquences. Les débats qu'elles suscitent sont ainsi le lieu d'expression d'enjeux plus larges que celui de l'enquête. Ils révèlent à la fois les transformations sociétales et l'image que les autorités et des groupes d'intérêts variés souhaitent donner des pratiques linguistiques des citoyen-ne-s.

La passation du questionnaire

Une fois le questionnaire stabilisé, ce dernier est introduit dans un système informatique qui est ensuite utilisé par les enquêteur-trice-s, à la fois pour introduire les réponses mais aussi pour lire les questions, constituant ainsi un script communicationnel. Cette phase de l'enquête représente un moment important où se rencontrent diffé-

rents cadres interprétatifs : ceux des enquêteur-trice-s et ceux des répondant-e-s. Que ce soit dans les discussions entre les enquêteur-trice-s ou dans la négociation des questions par téléphone, l'interprétation des questions s'inscrit dans un contexte où de multiples conceptions des langues, des dialectes et du plurilinguisme convergent ou divergent. Analyser la passation permet donc de mettre en évidence la complexité en jeu dans la compréhension et l'interprétation des questions.

- a. *Compréhension, interprétation et idéologies langagières des participant-e-s* : pour les répondant-e-s, comme pour les enquêteur-trice-s, ce qui compte comme « langues principales » est tributaire de leur idéologie linguistique, mais aussi de leur interprétation de la désirabilité sociale des réponses. Nous avons alors observé des interprétations, pour une question formulée de la même manière, allant d'une approche restrictive de la langue principale, souvent monolingue, à savoir celle que l'on connaît le mieux, à une conception ouverte d'usage, à savoir celles que l'on pratique le plus souvent. Dans les interactions, ces schèmes interprétatifs font l'objet de négociations : un-e enquêteur-trice peut parfois inciter le/la répondant-e à mentionner plusieurs langues, mais il/elle peut aussi parfois considérer qu'il est peu probable que le/la répondant-e maîtrise plus d'une langue, par exemple. Il en va de même pour le/la répondant-e qui peut omettre des langues qui entreraient effectivement dans la catégorie « langues principales », au même titre

qu'il/elle peut interpréter la question comme une incitation à lister l'ensemble de son répertoire linguistique.

- b. *Des histoires de vie comme réponses* : il n'est pas rare que les répondant-e-s fassent part aux enquêteur-trice-s de bribes de leur vie lorsqu'on leur pose des questions sur leurs langues. Ces séquences interactionnelles révèlent que raconter ses pratiques langagières, c'est aussi parler d'expériences, de situations sociales, de trajectoires souvent non linéaires. Elles indiquent aussi que les langues sont des lieux d'expression de relations sociales souvent colorées d'émotion ou de sentiments mitigés. Ces histoires de vie comme réponse signalent par là même qu'il n'est pas aisé de répondre à des questions sur les langues par une simple liste. Cet état de fait complexifie alors la tâche de l'enquêteur-trice qui devra faire le tri des informations à l'appui de ces narrations.
- c. *Des ambiguïtés interprétatives révélatrices de la complexité des usages langagiers en société* : l'examen des hésitations et des mécompréhensions dans les interactions ne sont pas à mettre sur le compte de « mauvaises » questions. Au contraire, nos analyses montrent qu'elles sont constitutives de la complexité des usages langagiers en société. Par exemple, la difficulté parfois qu'ont certain-e-s répondant-e-s à distinguer entre dialecte et langue standard est emblématique des conceptions que peuvent avoir les répondant-e-s de la distinction ou non entre les deux (cf. supra) et de

l'importance politique, identitaire, culturelle qu'elle revêt ou non pour eux. Ou encore, le fait que quand les répondant-e-s sont interrogé-e-s sur leurs pratiques langagières au travail, ces dernier-ère-s tendent à omettre les pratiques réceptives (telle que la compréhension d'une conversation dans une autre langue ou dialecte). Ces réponses sont alors davantage révélatrices des conceptions hiérarchisées des pratiques langagières des répondant-e-s plutôt que de leurs usages effectifs des langues.

Les logiques interprétatives à l'œuvre dans les interactions et ce qui est dit lors de la passation sont, par la force des choses, omis dans les résultats finaux. Le codage effectué par les enquêteur-trice-s s'appuie sur une multitude d'informations qui se doivent de converger vers des entrées préétablies par le questionnaire. Cette dimension nécessairement interprétative, relevant de la co-construction du sens par les participant-e-s, ne remet pas fondamentalement en question l'enquête en elle-même. Mais pour les sociolinguistes que nous sommes, elle donne accès à la manière dont les acteur-trice-s impliqué-e-s donnent du sens aux questions et, plus fondamentalement encore, à leurs conceptions des langues et de pratiques révélant les idéologies langagières à l'œuvre dans notre société.

Le traitement statistique des données

Une fois les données récoltées, il faut encore les traiter. Ce processus complexe révèle différents enjeux emblématiques du processus de quantification des langues. En effet, les

données brutes requièrent une série de traitements impliquant à la fois des processus de sélection (quelles données sont utilisables), de catégorisation (quelles données peuvent être agrégées, séparées, etc.) et de mise en perspective (quel sens donner aux chiffres et quelles données doivent-elles être mises en avant). Ce sont ces processus que nous allons brièvement décrire en mettant en évidence les défis rencontrés à chacune de ces étapes :

- a. *Sélection des données* : tout traitement quantitatif présuppose que les chiffres à disposition sont pertinents statistiquement. Ainsi, parmi les données à disposition, certaines ne pouvaient faire l'objet de considération statistique, dans la mesure où le nombre de réponses était trop faible. C'était le cas par exemple pour de nombreuses réponses portant sur le romanche. Par ailleurs, certaines questions posées se sont avérées *in fine* difficilement utilisables, non pas pour des raisons statistiques, mais pour des raisons conceptuelles. C'est le cas pour la question qui concernait les obstacles linguistiques, qui n'a pas été systématiquement posée aux personnes les plus concernées. Quand elle l'était, les individus pouvaient éprouver des difficultés à admettre qu'ils avaient de la peine à communiquer lors d'une visite chez le/la médecin ou dans d'autres contextes plus ou moins formels. En outre, les populations les plus concernées par cette problématique n'étaient pas atteignables, puisqu'elles n'étaient pas capables de répondre à une enquête téléphonique en (suisse-)allemand, en français ou en italien.
- b. *Catégorisation des données* : parmi la somme des réponses récoltées, il s'agit de déterminer lesquelles demandent à être regroupées et lesquelles demandent à être traitées séparément. Cela présuppose un travail de catégorisation mettant en évidence certaines conceptions sociétales de la langue. Par exemple, les données concernant le standard et le dialecte ont été, lors du rapport initial, traitées de manière agrégée (regroupant pour certains items le dialecte et le standard en une seule catégorie). Cependant, dans un rapport séparé sur le dialecte, ces chiffres ont fait l'objet d'un traitement explicitement séparé. En outre, afin de rendre compte du répertoire plurilingue des répondant-e-s, une nouvelle catégorie a été créée : « les langues d'usage régulier » ou « langues utilisées régulièrement », regroupant les réponses à plusieurs questions en fonction des fréquences d'usage (« tous les jours ou presque » et « au moins une fois par semaine », qu'il s'agisse d'un usage réceptif ou productif). Cette approche catégorielle permet à la fois de contourner le problème d'une définition du plurilinguisme sur la base des « langues principales », tout en démontrant la vitalité des pratiques d'usages plurilingues en Suisse. Si certaines « langues d'usage régulier » font l'objet d'un traitement systématique, telles que l'anglais, d'autres se trouvent subsumées dans des catégories « autres » en raison de leur faible nombre de locuteur-trice-s, voire ne sont, dans quelques cas, pas comptabilisées parce qu'elles ont échappé au processus de codification.

- c. *Mise en perspective des données* : la manière de catégoriser les langues, les locuteur-trice-s et leurs répertoires, mais aussi les décisions quant à quelles thématiques approfondir, constituent une mise en perspective des résultats fondamentalement liée au mandat et aux principes directeurs de la statistique publique suisse. Il se crée alors des effets de saillances qui produisent des effets de sens indiquant que les statisticien-ne-s n'opèrent pas dans l'isolement, mais qu'ils/elles participent pleinement du débat social au même titre qu'ils/elles en sont dépendant-e-s. Par exemple, le choix de rédiger deux rapports thématiques, l'un sur le suisse-allemand et l'autre sur les langues au travail, révèle l'importance de ces deux sujets sur le plan national. Mais aussi, le choix, dans la plupart des rapports, de distinguer les locuteur-trice-s de différentes générations de migration en Suisse pointe vers des débats sociaux autour de l'intégration tout autant qu'il renforce la distinction catégorielle.

2.3 Le traitement médiatique des statistiques linguistiques

Publiés par l'OFS sous la forme de communiqués de presse et/ou de rapports généraux et thématiques, les résultats des enquêtes statistiques font l'objet d'articles dans la presse écrite, de lettres de lecteur-trice-s, de reportages télévisuels ou radiophoniques, etc. dans lesquels des journalistes, des groupes d'intérêts ou encore des expert-e-s soulignent

certain aspects des chiffres et de leurs traitements. En décrivant, commentant ou en critiquant les résultats, ils/elles sélectionnent des éléments des publications de l'OFS pour leur donner une orientation politique et/ou scientifique. C'est à cette appropriation médiatique que nous avons consacré la dernière partie de notre projet, dans la mesure où les médias offrent une vitrine des débats que suscitent les résultats des statistiques des langues.

Nos analyses ont permis de dégager les thématiques qui font l'objet d'une attention particulière dans la presse depuis 1990, les débats méthodologiques qui jalonnent la publication de ces chiffres, de même que les tensions politiques découlant de la mise en abîme médiatique des résultats de l'OFS.

- a. *Un traitement variable et historiquement situé de l'information* : l'intérêt médiatique pour les diverses thématiques abordées par l'OFS depuis les années 1990 n'est pas le même selon les régions linguistiques. Généralement, la presse romande, tessinoise et des Grisons relaie ces informations avec un intérêt plus marqué que dans la partie alémanique. Les résultats les plus discutés du recensement (jusqu'en 2000) et du relevé structurel (dès 2010) dans la presse sont certainement ceux découlant de la « langue principale ». Les statistiques issues des autres questions – les langues parlées à la maison et/ou au travail/à l'école – ne sont reprises que de façon marginale et commencent à trouver un plus grand écho dans les médias suite au recensement de 2000. La presse présente les chiffres en lien avec des

thématiques linguistiques hautement politisées, notamment en faisant des liens entre les statistiques de l'anglais au travail et l'élaboration des programmes d'enseignement des langues dans les écoles du pays. En outre, la croissance des langues non nationales est associée à des questions de «multiculturalisme» suite aux résultats de 1990, alors que la couverture des résultats de 2000 met surtout en avant «l'intégration linguistique» des populations issues de l'immigration – insistant sur le grand nombre d'étranger·ère·s ayant indiqué une langue nationale comme langue principale. Dès 2010, date de la modification en profondeur des modes de recensements (cf. chap. 2.1), les résultats issus du relevé structurel, ainsi que ceux de l'ELRC 2014, s'inscrivent dans des débats publics sur le bilinguisme et le plurilinguisme individuel. En Suisse romande, les médias soulignent que le plurilinguisme est plus présent qu'il n'y paraît et que cela constitue un aspect positif de la société suisse. En revanche, en Suisse italienne, la croissance de la diversité linguistique est commentée d'un ton plutôt critique, car elle suggérerait un recul de l'utilisation des langues nationales et une perte de l'italien face à l'anglais qui gagne du terrain comme langue d'usage régulier. Quant à la Suisse alémanique, la présentation des premiers résultats de l'ELRC 2014 met en avant le plurilinguisme considérable en Suisse thématissant les usages des langues nationales et étrangères, tout en insistant sur la vitalité des dialectes alémaniques.

b. *Un débat méthodologique et politique*: au fil des publications de l'OFS, nous observons dans les médias des questionnements et des débats sur la méthodologie des différents relevés. Ils sont de deux ordres: le *premier* concerne l'inadéquation des enquêtes à rendre compte de la vitalité de la langue romanche; le *second* concerne la vision réductrice des enquêtes de la définition de langues principales, empêchant de documenter le plurilinguisme fonctionnel des habitant·e·s. Porté par des groupes d'intérêts romanches et relayé par les médias, le *premier* objet de débat a pris des formes différentes en lien avec l'évolution des questions posées et des modalités de relevés. En 1990, les défenseur·e·s de la langue romanche regrettent le déplacement discursif de «langue maternelle» à «langue principale», arguant que cette modification incite les répondant·e·s à indiquer plutôt l'allemand (langue de tous les jours) au détriment du romanche («langue du cœur»). Selon eux/elles, l'abandon du terme «maternel» aurait ainsi accentué le recul du romanche. L'impossibilité d'indiquer jusqu'en 2000 plus d'une langue principale était nécessairement pointée du doigt par cette communauté bilingue. Enfin, le problème de la représentativité des données, qui, avec les nouveaux dispositifs de relevés (relevé structurel et ELRC), ne permettent plus de générer des chiffres significatifs à toutes les échelles géographiques et sociales pour les romanchophones, est également mentionné sporadiquement dans les médias. Le *second* type de débat méthodologique

est quant à lui avant tout porté par les expert·e·s, souvent des linguistes. Avant les grands changements de 2010, ils/elles avaient relevé la vision trop restrictive de la langue principale et insisté sur l'importance de recenser les personnes qui étaient bilingues et plurilingues. Si la possibilité d'indiquer plusieurs langues principales a été considérée comme une avancée notoire, certain·e·s expert·e·s continuent de s'inquiéter de la formulation de la question de la/des langue(s) principale(s): l'orientation normativisante de cette question au détriment d'une approche axée sur les pratiques linguistiques empêcherait de rendre compte de nombreux plurilingues en Suisse.

c. *Une transposition médiatique incertaine*: avec l'arrivée du nouveau système de recensement en 2010, ce sont également des données plus complexes qui sont à disposition des médias. La multiplicité des sources des statistiques langagières engendre une certaine confusion dans la transmission des informations dans les médias, et la distinction entre relevé structurel et ELRC n'est pas toujours claire pour les journalistes. De plus, la présentation de l'augmentation importante des autres langues (c'est-à-dire des langues non nationales) comme langues principales n'est pas toujours mise en relation avec le changement méthodologique majeur dans le relevé structurel, à savoir la possibilité d'in-

diquer plus d'une seule langue comme langue principale. En outre, si le terme «langue principale» du relevé structurel est généralement relayé tel quel dans les médias, le nouveau concept utilisé dans la présentation des résultats de l'ELRC 2014 – les «langues d'usage régulier» – fait parfois l'objet de glissements discursifs. La définition officielle de l'OFS de ce concept inclut des pratiques de communication quotidiennes et/ou hebdomadaire, réceptives et/ou productives, dans plusieurs contextes. Or, certaines présentations dans les médias ont recours à des formulations suggérant un usage essentiellement productif, telles que «parler» ou «pratiquer». D'autres les présentent comme une preuve du plurilinguisme et assimilent cette catégorie aux langues principales.

De manière générale, il ressort de cette analyse que les modes de relevés statistiques, les catégories de langues (langues principales, langues d'usages réguliers) et les nouvelles questions et objectifs de l'ELRC ne sont pas toujours pris en considération ou n'ont pas toujours été compris par les médias. Il est probable que ces transformations et déplacements soient trop complexes pour être relayés de manière concise dans l'espace public et médiatique. Par ailleurs, la façon variable dont les régions linguistiques couvrent l'information est révélatrice des préoccupations principales de chaque communauté linguistique et de sa place sur l'échiquier politique.

3

Conclusion

Compter les langues, les locuteur-trice-s et les pratiques langagières n'est pas un processus neutre. Nos analyses du processus de production des statistiques linguistiques en Suisse depuis le 19^{ième} siècle renvoient à l'influence d'enjeux socio-politiques complexes sur la réalisation, la diffusion et l'appropriation de ces chiffres. En outre, elles révèlent les difficultés pratiques et conceptuelles émergeant de la nécessité de réduire la diversité et la variabilité linguistique dans le but de fournir des informations quantifiées.

La production de statistiques linguistiques varie en fonction de facteurs socialement, politiquement, géographiquement et historiquement situés (voir Duchêne & Humbert, 2018). Nos analyses historiographiques, ethnographiques et médiatiques de la production et circulation de ces statistiques reflètent ce que la société suisse cherche à mettre en évidence sur les langues et dialectes à des moments précis et en fonction d'intérêts socio-politiques changeants. D'une vision restrictive, ancrée dans une tradition statistique de plus d'un siècle – se limitant à ne compter qu'une seule « langue maternelle » par personne –, la statistique suisse cherche désormais à sonder la diversité et les pratiques linguistiques en profondeur, tout en englobant des dynamiques linguistiques plus complexes, telles que l'utilisation des langues au travail, à la maison ou encore pour regarder des vidéos sur internet. Nos analyses permettent de comprendre comment certains phénomènes linguistiques – tels que

le plurilinguisme individuel et la diglossie –, qui étaient occultés par le passé, sont devenus aujourd'hui un sujet central de la statistique suisse. En ce sens, l'analyse de la production de la statistique officielle des langues et dialectes constitue un indicateur de changements sociaux plus profonds, qui dépassent largement les intérêts des statisticien-ne-s et les seuls enjeux linguistiques.

Si l'ouverture à l'analyse statistique de phénomènes linguistiques plus complexes apparaît aujourd'hui comme une nécessité, celle-ci engendre une série de défis pratiques et conceptuels transparaissant dans notre analyse détaillée des différentes étapes de l'ELRC 2014. Lors de la conception du questionnaire, l'enjeu principal consiste à déterminer comment quantifier cette diversité et jusqu'à quel point elle est quantifiable, en suivant quels critères et en définissant quel-le-s langues, dialectes, locuteur-trice-s nécessitent de faire l'objet d'une attention particulière. Au moment de la passation, d'autres interrogations surgissent, notamment lors des interactions téléphoniques où enquêteur-trice-s et répondant-e-s ne partagent pas forcément la même conception de ces phénomènes : parler de ses pratiques et/ou compétences linguistiques en société, c'est aussi confronter des expériences et points de vues différents, et négocier implicitement la désirabilité sociale des réponses. Lors du traitement des données, d'autres difficultés émergent, dont le fait de devoir trouver un moyen de donner

un sens à ces données, de fournir des résultats d'intérêt pour les consommateurs potentiels, des résultats pertinents et statistiquement significatifs. Ce processus implique aussi des effets de saillance et d'effacement dans les chiffres publiés.

Quels que soient les modes de recensement des langues, notre analyse du traitement médiatique démontre que la publication des chiffres donne lieu à des effets de loupe et qu'elle peut continuellement faire l'objet de contestation et d'instrumentalisation dans différentes sphères (scientifique, politique, économique, etc.). Ainsi, les questions linguistiques telles qu'elles sont abordées dans la statistique officielle sont conçues et perçues comme des indicateurs importants de sujets fondamentaux en Suisse, tels que l'intégration des étranger-ère-s, les mouvements migratoires internes et externes, l'enseignement des langues à l'école, la diversité culturelle ou encore la sauvegarde de la cohésion nationale. Si la publication des chiffres nécessite de privilégier certaines dimensions sociolinguistiques au détriment d'autres, leur appropriation – voire leur instrumentalisation – dans l'espace public dévoile dans quelle mesure des groupes d'intérêts variés contestent ou endossent ces statistiques afin de faire passer un message politique et/ou scientifique.

En ce sens, notre recherche permet de comprendre que, derrière des chiffres que nous côtoyons tous les jours, se trament des enjeux dépassant le cadre strictement scientifique et la seule problématique du comptage. En cherchant à comprendre comment l'on définit ce qui compte comme « francophone », comme « plurilingue » ou comme « dialectophone », nous avons pu dévoiler une

facette inédite de la fabrication de l'image de la nation helvétique : sa diversité linguistique telle qu'elle est officiellement comptabilisée, diffusée puis réappropriée dans l'espace public.

I retroscena della quantificazione delle lingue

Sommario esecutivo

—
Alexandre Duchêne, Renata Coray e Philippe Humbert

1

Contesto, obiettivi e metodi

I censimenti delle lingue costituiscono uno dei pilastri della rappresentazione del plurilinguismo elvetico. Radicate in una tradizione di oltre 150 anni, le statistiche linguistiche ufficiali servono a definire la composizione idiomatica del territorio. È per esempio basandosi sulle statistiche che le autorità tracciano i contorni delle frontiere linguistiche e osservano l'evoluzione demografica delle comunità linguistiche sul territorio. In Svizzera, siamo regolarmente confrontati con cifre consultate da numerosi attori sociali. Esse appartengono al nostro paesaggio scientifico, mediatico e politico, e sono sovente oggetto di accesi dibattiti politici e scientifici originati da divergenze sulla definizione di concetti come “francofono”, “plurilingue”, “dialettologo” ecc.¹ Esse conducono a riflessioni sulla particolarità della Svizzera, ossia sulla diversità linguistica, alla quale sono associati un immaginario nazionale e una certa idea di coesione sociale.

Il presente lavoro non si vuole propriamente statistico, bensì prima di tutto sociolinguistico. Se da un lato queste cifre delineano una certa immagine della Svizzera, dall'altro pongono una serie di interrogativi linguistici e politici. Come sappiamo, per quantificare le pratiche linguistiche occorre dapprima determinare che cosa vada considerato lingua e che cosa no. Si tratta in-

somma di ridurre fenomeni sociolinguistici complessi a unità quantificabili. Quantificare le lingue non è un processo neutro, ma implica decisioni metodologiche radicate in determinate concezioni della lingua in merito alle quali gli stessi linguisti sono in disaccordo (che cos'è una lingua? in che cosa il dialetto differisce dallo standard? che cos'è il plurilinguismo? ecc.). Tali decisioni comportano determinate conseguenze. In funzione delle domande poste, del modo in cui vengono formulate, e del tipo di rilevamento e di trattamento dei dati, le statistiche ottenute contribuiscono a rendere più visibili certi gruppi di individui o certe pratiche, oppure al contrario a rimuoverli dal paesaggio linguistico nazionale.

Per questa ragione, l'obiettivo di questo progetto (realizzato presso il Centro scientifico di competenza per il plurilinguismo di Friburgo, 2014-2017) era quello di capire meglio l'attività del conteggio delle lingue, dei locutori e delle pratiche linguistiche. La nostra attenzione si è incentrata sui retroscena delle cifre che consultiamo quotidianamente in qualità di cittadini, ricercatori, giornalisti o politici. Abbiamo cercato di ricostruire i ragionamenti che, nel corso degli anni, sono stati alla base della realizzazione di statistiche linguistiche, le concezioni del linguaggio, delle lingue e del plurilinguismo che traspaiono dalla produzione e la compi-

zione di questionari sulle lingue, e le sfide affrontate da chi risponde alle domande e da chi gestisce le risposte. Infine, abbiamo esaminato come le cifre pubblicate dalle autorità circolano nelle sfere di influenza come gli organi di informazione e la politica, e il modo con il quale sono accolte e/o contestate.

La ricerca, di cui forniamo i risultati principali in questa sintesi, è ruotata attorno a tre grandi assi di indagine. Un asse *storiografico* volto a mettere in evidenza le grandi tappe dell'evoluzione delle statistiche sulle lingue in Svizzera, un asse *etnografico* per esaminare il processo di elaborazione di un'inchiesta statistica contemporanea sulle lingue documentandone le varie tappe (redazione del questionario, conduzione dell'inchiesta, trattamento dei dati) e un asse *mediatico*, nel quale abbiamo studiato come ci si appropria dei risultati quando essi circolano pubblicamente.

Il *primo corpus*, ossia i dati storiografici (dal 1850, anno della pubblicazione delle prime statistiche delle lingue in Svizzera, ai nostri giorni), comprende documenti di archivio, pubblicazioni ufficiali del governo e del Parlamento federale (Foglio federale, Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale ecc.), così come pubblicazioni e documenti dell'Ufficio federale di statistica (UST) (rapporto metodologici, materiale di censimento ecc.). A questi abbiamo aggiunto colloqui con esperti che hanno partecipato a censimenti o che li hanno seguiti da vicino. Basandoci su analisi testuali (Bauman & Briggs, 1990; Park & Bucholtz, 2009), abbiamo inoltre studiato in modo sistematico le varie formulazioni e definizioni delle domande sulle lingue nei censimenti, ed esaminato i dibattiti e i rapporti di perizia che

hanno condotto alla modifica di certe formulazioni o al cambiamento delle modalità di rilevamento dei dati.

Il *secondo corpus* è composto di dati etnografici acquisiti sul terreno, ossia accompagnando e documentando lo svolgimento di una nuova inchiesta statistica sulle lingue, l'indagine sulla lingua, la religione e la cultura (ILRC), inserita in una serie di sviluppi metodologici dell'UST. Dal 2010, il tradizionale censimento decennale della popolazione è stato sostituito da un nuovo sistema di rilevamento dei dati che combina diversi metodi e fonti. Oltre ai registri degli abitanti e alla rilevazione strutturale (un'inchiesta annuale per campioni), l'UST propone ogni anno un'analisi tematica approfondita. L'ILRC è stata condotta per la prima volta nel 2014, e verrà riproposta a scadenza quinquennale. Una parte importante di questo studio è consacrata alle lingue in Svizzera. Abbiamo avuto l'opportunità di seguire l'elaborazione e la realizzazione dell'inchiesta in qualità di osservatori partecipanti (siamo stati consultati a più riprese e abbiamo fornito all'UST rapporti periodici). I dati analizzati comprendono appunti presi durante le sedute di discussione con l'UST e in occasione delle interviste in gruppi (*focus group*) in seno ai quali i sondaggisti e i supervisori dell'istituto di inchiesta spiegavano i loro metodi di lavoro, appunti presi da diversi ricercatori seduti accanto a sondaggisti durante 150 colloqui telefonici, nonché documenti istituzionali legati alla concezione e alla compilazione del questionario. Abbiamo inoltre potuto registrare i 150 colloqui telefonici (in italiano, francese e svizzero-tedesco o tedesco standard), che abbiamo in seguito tra-

1 Per favorire la leggibilità del testo si rinuncia ad indicare la forma femminile che resta comunque sottintesa. Ringraziamo per la comprensione.

scritto. Le risposte così come codificate nella banca dati dell'UST sono state messe in relazione con i colloqui. Abbiamo quindi analizzato le sfide affrontate dagli ideatori del sondaggio, dai sondaggisti, dagli interpellati e dagli statistici, avvalendoci degli strumenti dell'analisi delle interazioni verbali (Traverso, 2008) e dell'analisi etnografica delle inchieste sociali (Cicourel, 1964; Merry, 2016).

Il *terzo corpus*, i dati mediatici, comprende in primis estratti di organi di informazione trovati negli archivi dell'UST e di altri archivi dal 1990 (anno in cui le domande del censimento hanno conosciuto una notevole evoluzione, vedi sotto) ai nostri giorni (inclusa la ricezione dell'indagine ILRC 2014). Per quanto riguarda i prodotti mediatici relativi ai risultati dell'ILRC 2014, abbiamo esteso la nostra raccolta ai telegiornali e ai radiogiornali. Considerando gli interessi di politici, organi di informazione e pubblico, abbiamo proceduto a un'analisi dei discorsi mediatici di ispirazione foucaultiana (Keller, 2011). Abbiamo dunque osservato quali aspetti dei risultati dell'UST sono selezionati dagli organi di informazione e quali generano un'eco nello spazio pubblico. L'analisi ha coinvolto anche il modo in cui queste selezioni tematiche sono state trattate e come i risultati sono stati interpretati dagli attori mediatici. Infine, ci siamo concentrati sulla maniera nella quale questa diffusione è stata dibattuta dai diversi gruppi di interesse.

Questa procedura² e gli interrogativi che hanno costellato il nostro studio ci permettono di proporre una lettura sociolinguistica

delle statistiche sulle lingue, di fare emergere le importanti sfide che comporta il processo di conteggio delle lingue e dei locutori, e di misurare la portata politica del censimento delle lingue in un territorio in cui la diversità linguistica è parte costitutiva dell'immagine della nazione.

2 Per maggiori ragguagli concernenti la metodologia cfr. Duchêne, Humbert & Coray, 2018.

2 Panoramica dei risultati della ricerca

2.1 Storia della statistica ufficiale delle lingue in Svizzera

Evoluzione storica delle modalità di rilevamento statistico delle lingue

Incaricato di fornire informazioni quantitative sull'evoluzione e lo stato della popolazione, nel 1860 nasce ufficialmente in Svizzera l'"Ufficio federale di statistica" (cfr. Busset, 1993, e Jost, 2016, per la storia delle statistiche e dei censimenti della popolazione svizzera). Da allora, si sono succedute varie modalità di conteggio delle lingue. I primi dati statistici sono elaborati sulla base della lingua del Comune (1850, prima dell'esistenza dell'UST) e della lingua parlata nelle economie domestiche (1860-70). Risale al 1880 l'introduzione nei censimenti del concetto di "lingua madre", e la domanda viene dunque posta sistematicamente e individualmente a tutti gli abitanti. Essa verrà poi mantenuta (con diverse varianti di formulazione, vedi sotto) nel censimento generale fino al 1980. Dal 1990, è accompagnata da due domande complementari concernenti le pratiche linguistiche in due ambiti (a casa e al lavoro/a scuola). Il censimento completo viene abbandonato nel 2010 e sostituito da una rilevazione strutturale annuale su un campione di almeno 200 000 persone maggiori di quindici anni, invitate a compilare un questionario. Le do-

mande linguistiche vengono mantenute nella rilevazione strutturale e, nel 2014, viene condotta un'indagine tematica (ILRC) volta a documentare più dettagliatamente le pratiche linguistiche in Svizzera.

Queste differenti modalità di sondare la lingua incidono sul grado di messa in evidenza di gruppi di locutori. Contare le lingue sulla base dell'idioma utilizzato dal Comune comportava problemi nei luoghi in cui vivevano abitanti di lingua diversa, in particolare nelle regioni di frontiera linguistica, mentre censire le lingue in seno alle economie domestiche non consentiva di rendere conto di numerosi locutori alloglotti, per esempio germanofoni, che in casa parlavano italiano o romancio. A partire dal 1880, il censimento generale ha permesso di considerare anche queste persone. In seguito, la scelta dal 2010 della rilevazione strutturale ha fatto sorgere il problema legato al campionamento, segnatamente per i gruppi linguistici di piccole dimensioni (cfr. Coray, 2017a e 2017b, per il romancio). Lo stesso vale per l'ILRC, basata su un campione ancora più limitato.

Evoluzione delle domande sulle lingue

Analogamente alle modalità di rilevamento dei dati, anche le formulazioni delle domande sono variate nel corso degli anni. La nostra analisi storiografica ha permesso di ricostruire le tappe, qui presentate in sintesi.

Il censimento della “lingua madre” dal 1880 coincide con il rilevamento dei dati linguistici a livello individuale. L’uso del termine “madre” è il frutto della volontà politica di associare la lingua alle origini dell’interpellato. Sin dall’inizio, la domanda sulla “lingua madre” persegue lo scopo di individuare i residenti svizzeri e stranieri provenienti da territori linguistici diversi. Essa risponde a una concezione monolingue e mono-varietale del censimento: gli interpellati possono indicare una sola lingua (sarà così fino al 2010), senza neppure poter distinguere tra dialetto e lingua standard. Numerosi bilingui o plurilingui si vedono così costretti a sceglierne una. La domanda pone ancora più difficoltà nelle zone di contatto tra due, se non tre, lingue, come per esempio nelle regioni settentrionali del Canton Berna, nel Canton Giura o nei Grigioni. Una prima definizione di “lingua madre” si riscontra soltanto nella versione francese dei moduli di censimento del 1900. Occorrerà attendere il 1910 perché tale concetto sia definito per la prima volta in modo uniforme per l’insieme del rilevamento nazionale. Quell’anno, i realizzatori del sondaggio precisano le caratteristiche della “lingua madre”, e insistono già sul fatto che si tratta della lingua nella quale si pensa, quella utilizzata più volentieri nel contesto familiare e più correntemente. Dal 1950, la definizione di “lingua madre” viene riformulata, riducendone i criteri: si tratta della “lingua in cui si pensa e che si conosce meglio”. L’idea di verificare il grado di integrazione misurando l’assimilazione linguistica degli individui tramite questa domanda si concretizza: una persona cresciuta parlando (svizzero-)tedesco e trasferitasi in seguito in territorio franco-

fono resterebbe identificabile per il fatto che, pur esprimendosi in francese, continuerebbe verosimilmente a pensare in (svizzero-)tedesco. Con il tempo, però, tale persona potrebbe incominciare a pensare in francese, dunque cambiare lingua e “assimilarsi”, per usare un termine già impiegato all’epoca, alla maggioranza linguistica del suo contesto di vita. In Svizzera, si cerca di valutare i rapporti di forza tra comunità linguistiche, immaginate come omogenee e monolingui fino in anni recenti, basandosi proprio sulla lingua in cui si *pensa*, considerata quella che si padroneggia meglio.

Questa definizione è ancora proposta nella rilevazione strutturale attuale. Da un punto di vista statistico, la relativa stabilità della definizione garantisce una certa continuità dei dati raccolti nel tempo, il che permette di operare confronti tra i risultati di oltre un secolo di rilevamenti statistici. La terminologia utilizzata nel 1990, tuttavia, cambia sotto l’impulso di esperti provenienti dagli ambiti politici e scientifici, che ritengono preferibile evitare il termine “madre”, in quanto susciterebbe troppe emozioni e non renderebbe conto delle pratiche vere e proprie degli individui, bensì soltanto dei loro sentimenti di appartenenza familiare. Viene dunque introdotto il concetto di “lingua principale” e, parallelamente, vengono aggiunte due domande sulle lingue parlate abitualmente a casa/con i familiari e a scuola/al lavoro. Ciò consente per la prima volta di ottenere risultati sul plurilinguismo e sulla diglossia, in quanto gli interpellati hanno la possibilità di distinguere le loro pratiche linguistiche indicando l’utilizzo di uno o più standard e di uno o più dialetti svizzeri. L’introduzione di queste due do-

mande riflette una volontà politica di sostenere scientificamente e politicamente l’importanza del plurilinguismo in Svizzera. La prima domanda sulla lingua principale resta tuttavia formulata al singolare, il che impedisce all’interpellato di *dichiararsi* o definirsi bilingue o plurilingue. Solo nel 2010 diventerà possibile indicare diverse “lingue principali” nella rilevazione strutturale. Ciò amplia ulteriormente il ventaglio di dati statistici ottenibili sul plurilinguismo.

Considerato che la crescente mobilità degli individui attraverso la Svizzera comporta un incremento dei contatti linguistici, le cifre sul plurilinguismo individuale cominciano a suscitare più interesse. Basata su mezzi tecnologici più sofisticati, la diversificazione delle modalità di rilevamento statistico dell’UST riflette la volontà di cercare di approfondire quantitativamente i cambiamenti in seno alla società, per esempio quelli legati al plurilinguismo e alla diglossia, che sono viepiù oggetto di dibattiti economici e politici.

Questa breve panoramica storiografica sottolinea come l’evoluzione della statistica delle lingue in Svizzera costituisca una forma di specchio della storia sociale e politica delle idee sulle lingue. La modalità di rilevamento dei dati, la terminologia, la definizione della lingua o il numero e la sequenza delle domande producono non solo effetti aritmetici, ma anche a livello di senso, il che consente di vedere un certo tipo di paesaggio linguistico accompagnarsi a un certo immaginario nazionale e supportare le sfide politiche (cfr. Humbert, 2018, per l’immaginario linguistico cartografico). La diversificazione del paesaggio linguistico elvetico rende più complesso il con-

teggio delle lingue. In tal senso, la nuova ILRC costituisce un terreno di indagine senza precedenti che ci fornisce accesso all’elaborazione in tempo reale di un’inchiesta statistica.

2.2 Le sfide di una nuova inchiesta statistica ufficiale sulle lingue

Nel solco degli sviluppi illustrati in precedenza, l’ILRC 2014, condotta tramite *computer-assisted telephone interview* (CATI) su un campione di circa 16 500 persone, persegue l’obiettivo di quantificare la diversità delle pratiche linguistiche in Svizzera. Complementare alla rilevazione strutturale, questa inchiesta permette di porre più domande e di offrire quindi una panoramica delle pratiche plurilingui in vari spazi sociali. Non si tratta più di identificare gli individui in base alla o alle loro lingue, né di limitarsi a localizzarli sul territorio, bensì di documentare una miriade di utilizzi plurilingui produttivi e/o ricettivi in seno alla società svizzera. In tal senso, l’ILRC costituisce l’esito del riconoscimento dell’importanza di un conteggio delle lingue in Svizzera e permette di fornire un’immagine più dinamica delle pratiche linguistiche. È un terreno di ricerca unico per affrontare le varie sfide incontrate da numerosi attori coinvolti nella realizzazione di questa inchiesta. Di seguito, ne presenteremo le varie tappe, dalla concezione dell’inchiesta alla compilazione del questionario, al trattamento statistico dei dati.

La concezione dell'ILRC 2014

La scelta delle domande e il modo di formularle sono il frutto di numerose discussioni in seno all'UST, ma anche tra rappresentanti di diversi settori istituzionali, scientifici e/o politici (migrazione, cultura, educazione ecc.). Il questionario finale è dunque il prodotto di un processo complesso in cui i responsabili dell'UST hanno dovuto tenere in considerazione vari interessi (talvolta divergenti) e affrontare contingenze tecniche e materiali (durata della compilazione che condiziona il numero di domande, modalità di compilazione al telefono che comporta un lavoro importante a livello di intercomprensione ecc.). Alla fine, le domande poste e trattate sono il risultato di un gran numero di vincoli, interessi e collaborazioni.

L'esame di questa pratica collaborativa ha permesso di mettere in evidenza tre grandi sfide concettuali nella realizzazione del questionario.

- a. *Rilevamento del plurilinguismo individuale*: una delle sfide ricorrenti nell'elaborazione del questionario è quella di sapere quante lingue possono essere indicate dalle persone interpellate ("lingua(e) principale(i)" e "lingue conosciute"). L'obiettivo dell'ILRC di censire le pratiche linguistiche induce gli statistici a documentare il plurilinguismo, e quindi a porre l'accento sulla diversità linguistica in Svizzera onde evitare di rendere la persona in questione più monolingue di quanto non sia. Al momento di redigere l'inchiesta, è tuttavia emersa una serie di interrogativi legati al grado di apertura al plu-

rilinguismo. Essi vertevano sul modo di porre determinate domande (la o le "lingue principali", il grado di dimestichezza con le "lingue conosciute"), su questioni pratiche (in particolare il tempo di compilazione) in caso di apertura massima senza limiti nel numero di lingue, e sul problema di una formulazione troppo aperta con il rischio di rendere gli interpellati esageratamente plurilingui. Un compromesso è stato trovato iniziando il questionario in due fasi. In un primo tempo, si è deciso di riformulare al plurale la domanda sulla "lingua principale", senza limiti nel numero di lingue e mantenendo una definizione vicina a quella della rilevazione strutturale. Ciò aveva lo scopo di evitare di enumerare troppe lingue che gli interpellati affermavano di sapere, ma senza al contempo indurli a indicarne soltanto una. Per garantire la documentazione di un plurilinguismo funzionale, in un secondo tempo è stata aggiunta una domanda sulle "lingue conosciute", la cui formulazione più aperta consente agli interpellati di elencare le lingue che conoscono più o meno bene.

- b. *Distinzione dialetto – lingua standard*: nelle aree italofone e germanofone, il dialetto fa parte dell'uso quotidiano ed è costante oggetto di dibattito (pubblico e politico). La sua pratica è percepita da taluni come una minaccia alla coesione nazionale e da altri come un patrimonio nazionale vivente e una caratteristica identitaria da coltivare nel rispetto della diversità. Dal 1990, il

dialetto era inoltre stato introdotto nel censimento come categoria di risposta possibile, ragione per la quale si è ben presto pensato di integrarlo come possibilità di risposta anche in vari punti dell'ILRC. Acquisire informazioni affidabili sul dialetto presuppone tuttavia che la distinzione tra "standard" e "dialetto" sia chiara e che tutte le persone interpellate siano informate a dovere. Per assicurare tale informazione, nel testo del questionario sono state introdotte domande che si attivavano quando gli interpellati indicavano il tedesco (o lo svizzero-tedesco) oppure l'italiano (o il dialetto) come "lingua principale" e/o "lingua conosciuta". Queste domande chiedevano agli interpellati di precisare se si trattasse del dialetto, della lingua standard o di entrambi.

- c. *Livelli di competenza linguistica vs. frequenza e ambiti di utilizzo*: la distinzione tra competenze e frequenza di utilizzo è stata un argomento di discussione fondamentale durante l'elaborazione del questionario. I rappresentanti degli ambiti dell'educazione e della migrazione, così come associazioni di tutela delle comunità linguistiche desideravano ottenere informazioni statistiche sulle competenze linguistiche al fine di saperne di più su questioni legate all'integrazione nella società svizzera. Sono state tentate varie strade per cercare di distinguere i livelli di competenza linguistica, ma tutte creavano non poche difficoltà (soggettività delle autovalutazioni e di-

mensione cronofagica di domande precise sulle competenze). Si è dunque deciso di abbandonare il sondaggio sulle competenze e di concentrarsi sulle frequenze di utilizzo, che permettono di fornire una panoramica differenziata del plurilinguismo funzionale.

Nonostante il numero importante di domande che un'inchiesta tematica consente di porre, nel corso dell'elaborazione del questionario è stato necessario procedere a una selezione. A tale scopo, si è dovuto destreggiarsi tra gli interessi e le esigenze degli statistici, dell'istituzione incaricata della perizia scientifica (alla quale facciamo capo) e di altri gruppi di interesse (p. es. CDPE, UFC, SEM). Le scelte tematiche possono quindi essere considerate come il risultato di queste discussioni, ma anche come testimonianza dell'importanza occupata dalle lingue nella nostra società. Ne è un esempio l'enfasi posta sulle questioni relative al lavoro o agli organi di informazione, compresi i media sociali.

L'elaborazione di un questionario sulle lingue e sui dialetti è tutto fuorché un'attività semplice ed evidente. Al contrario, essa implica una serie di decisioni che non sono neutrali e che hanno conseguenze. I dibattiti che queste suscitano sono la manifestazione di questioni la cui portata va oltre l'inchiesta, e rivelano le trasformazioni in seno alla società e l'immagine che le autorità e vari gruppi di interesse desiderano dare delle pratiche linguistiche dei cittadini.

L'esecuzione del questionario

Una volta definito, il questionario viene inserito in un sistema informatico che in seguito viene utilizzato dai sondaggisti per leggervi le domande e introdurvi le risposte. Questa fase dell'inchiesta è importante perché è un crocevia di quadri interpretativi differenti: quelli dei sondaggisti e quelli degli interpellati. L'interpretazione delle domande, nelle discussioni tra i sondaggisti come pure al momento della spiegazione, della ponderazione e della negoziazione al telefono, si iscrive in un contesto in cui convergono o divergono svariate concezioni delle lingue, dei dialetti e del plurilinguismo. Analizzare la fase di esecuzione del questionario consente di mettere in evidenza la complessità insita nella comprensione e nell'interpretazione delle domande.

- a. *Comprensione, interpretazione e ideologie linguistiche dei partecipanti*: tanto per gli interpellati quanto per i sondaggisti, quella che viene considerata "lingua principale" dipende dalla loro ideologia linguistica, ma anche dalla loro interpretazione della desiderabilità sociale dello studio. Per una domanda formulata allo stesso modo, abbiamo osservato un ventaglio di interpretazioni che spazia da un approccio restrittivo nei confronti della lingua principale, sovente una sola, di solito quella che si conosce meglio, a una concezione aperta di utilizzo, ossia considerando le lingue che si parlano più spesso. Nelle interazioni, questi schemi interpretativi sono oggetto di negoziazioni: un sondaggista può per

esempio incitare la persona interpellata a menzionare diverse lingue oppure considerare come poco probabile che l'interlocutore ne padroneggi più di una. Lo stesso vale per l'interpellato, il quale può omettere lingue che rientrerebbero di fatto nella categoria "lingue principali" oppure interpretare la domanda come un invito a elencare tutti gli idiomi del suo repertorio linguistico.

- b. *Storie di vita come risposte*: non è raro che gli interpellati svelino ai sondaggisti aspetti della loro vita quando si pongono loro le domande sulle lingue. Queste sequenze interazionali dimostrano che esprimersi sulle proprie pratiche linguistiche significa anche parlare di esperienze, di situazioni sociali, di traiettorie spesso non lineari. Le lingue sono dunque luoghi di espressione di relazioni sociali sovente colorate di emozioni o di sentimenti contrastanti. Queste storie di vita formulate come risposta segnalano altresì la difficoltà di rispondere a domande sulle lingue con un semplice elenco, il che non fa che complicare il compito del sondaggista, chiamato a selezionare le informazioni ottenute.
- c. *Ambiguità interpretative rivelatrici della complessità dell'utilizzo delle lingue nella società*: le esitazioni e le incomprensioni nelle interazioni non vanno ascritte semplicemente a un problema di formulazione "sbagliata" delle domande. Al contrario, le nostre analisi dimostrano che esse sono rappresentative della complessità dell'utilizzo

delle lingue nella società. La difficoltà di alcuni interpellati di distinguere tra dialetto e lingua standard, per esempio, è emblematica dell'idea che queste persone possono avere della distinzione tra queste varianti, nonché dell'importanza politica, identitaria e culturale che esse rivestono per loro. Se interrogati sulle loro pratiche linguistiche sul lavoro, inoltre, gli interpellati tendono a omettere quelle ricettive, come la comprensione di una conversazione in un'altra lingua o in dialetto. Queste risposte rivelano piuttosto concezioni gerarchiche delle pratiche linguistiche che non l'effettivo utilizzo di un idioma.

Le logiche interpretative che subentrano nelle interazioni e ciò che viene detto al momento della compilazione sono, per forza di cose, omessi nei risultati finali. La codificazione applicata dai sondaggisti poggia su una moltitudine di informazioni che devono convergere verso quanto prestabilito dal questionario. Questa dimensione necessariamente interpretativa, basata sulla co-costruzione del senso da parte dei partecipanti, non rimette in discussione l'inchiesta stessa, ma a noi sociolinguisti fornisce accesso alle modalità con le quali gli attori coinvolti danno un senso alle domande e, ancor più importante, alle loro concezioni delle lingue e delle pratiche che rivelano le ideologie linguistiche caratterizzanti la nostra società.

Il trattamento statistico dei dati

Una volta rilevati i dati, occorre trattarli. Questo processo complesso è caratterizzato da varie sfide emblematiche della procedura di quantificazione delle lingue. I dati grezzi esigono una serie di trattamenti che comportano processi di selezione (quali dati sono utilizzabili), di categorizzazione (quali dati possono essere aggregati, separati ecc.) e di messa in prospettiva (quale senso dare alle cifre e quali dati vanno evidenziati). Di seguito, descriviamo brevemente questi processi, sottolineando le sfide incontrate a ciascuna tappa.

- a. *Selezione dei dati*: qualsiasi trattamento quantitativo presuppone che le cifre a disposizione siano statisticamente pertinenti. Tra i dati rilevati, alcuni non hanno potuto essere tenuti in considerazione in quanto il numero di risposte era insufficiente. Era il caso per esempio per diverse domande concernenti il romancio. Su un altro fronte, alcune domande si sono dimostrate a conti fatti difficilmente utilizzabili, non per questioni statistiche, bensì per ragioni concettuali. La domanda riguardante gli ostacoli linguistici, per esempio, non è stata posta sistematicamente alle persone maggiormente interessate dal problema e, quando lo è stata, gli interpellati hanno talvolta manifestato difficoltà ad ammettere che facevano fatica a comunicare in occasione di una visita dal medico o in altri contesti più o meno formali. Le popolazioni più coinvolte dal problema, inoltre, non erano raggiungibili, perché

non erano capaci di rispondere a un'intervista telefonica in italiano, tedesco (svizzero-tedesco) o francese.

- b. *Categorizzazione dei dati*: si tratta di decidere quali dati vadano raggruppati e quali debbano invece essere trattati separatamente. Ciò presuppone un lavoro di categorizzazione che mette in evidenza determinate concezioni della lingua in seno alla società. Per il rapporto iniziale, per esempio, i dati concernenti la lingua standard e il dialetto sono stati trattati in modo aggregato, quindi raggruppando per alcuni item il dialetto e la lingua standard in un'unica categoria. In un rapporto distinto sul dialetto, tuttavia, le relative cifre sono state trattate in modo esplicitamente separato. Inoltre, per tenere conto del repertorio plurilingue degli interpellati, è stata creata una nuova categoria: "lingue di uso regolare" o "lingue utilizzate regolarmente", raggruppante le risposte a diverse domande in funzione della frequenza di utilizzo ("tutti i giorni o quasi" e "almeno una volta la settimana", che si trattasse di utilizzo ricettivo o produttivo). Questo approccio permette di aggirare il problema di una definizione di plurilinguismo sulla base delle "lingue principali" e di dimostrare la vitalità delle pratiche linguistiche in Svizzera. Se alcune "lingue di uso regolare", come l'inglese, sono soggette a un trattamento sistematico, altre si disperdono nella categoria "altro" a causa del basso numero di locutori, quando addirittura non vengono igno-

rate perché sfuggono al processo di codificazione.

- c. *Messa in prospettiva dei dati*: il modo di categorizzare le lingue, i locutori e i loro repertori, ma anche le decisioni in merito ai temi da approfondire, costituiscono una messa in prospettiva dei risultati fondamentalmente legata al mandato e ai principi direttori della statistica pubblica svizzera. I differenti gradi di messa in evidenza (che contribuiscono alla produzione di senso) indicano che gli statistici non operano nell'isolamento, ma partecipano pienamente al e dipendono dal dibattito sociale. La scelta di redigere due rapporti tematici, uno sullo svizzero-tedesco e l'altro sulle lingue al lavoro, rivela per esempio l'importanza di questi due temi a livello nazionale. Lo stesso vale per la scelta, operata nella maggior parte dei rapporti, di distinguere i locutori con passato migratorio di generazioni diverse, la quale, oltre a rafforzare la categorizzazione, manifesta l'attualità del dibattito sociale sull'integrazione.

2.3 Il trattamento mediatico delle statistiche linguistiche

Pubblicati dall'UST sotto forma di comunicati stampa e/o di rapporti generali e tematici, i risultati delle inchieste statistiche sono oggetto di articoli sulla stampa, di commenti dei lettori, di servizi televisivi o radiofonici ecc. nei quali giornalisti, gruppi di interesse o esperti sottolineano alcuni

aspetti delle cifre e del loro trattamento. Descrivendo, commentando o criticando i risultati, essi selezionano determinati elementi delle pubblicazioni dell'UST per dare loro un orientamento politico e/o scientifico. Poiché gli organi di informazione offrono una vetrina ai dibattiti suscitati dai risultati delle statistiche sulle lingue, abbiamo dedicato l'ultima parte del nostro progetto a questa appropriazione mediatica.

Le nostre analisi hanno consentito di individuare i temi che destano maggiore interesse nella stampa dal 1990, i dibattiti metodologici che accompagnano la pubblicazione di queste cifre, nonché le tensioni politiche derivanti dalla presentazione mediatica dei risultati dell'UST.

- a. *Trattamento variabile e storicamente contestualizzato dell'informazione*: l'interesse mediatico per i diversi temi approfonditi dall'UST dagli anni Novanta varia secondo la regione linguistica. In genere, la stampa ticinese, romanda e grigionese mostra un interesse maggiore per queste informazioni rispetto a quella dell'area tedescofona. I risultati più discussi del censimento (fino al 2000) e della rilevazione strutturale (dal 2010) sono senza dubbio quelli che riguardano la "lingua principale". Le statistiche relative alle altre domande – le lingue parlate a casa e/o al lavoro oppure a scuola – vengono riprese in misura marginale e incominciano ad avere un'eco più grande negli organi di informazione in seguito al censimento del 2000. La stampa presenta le cifre collegandole a temi linguistici molto politicizzati, per esempio

mettendo in relazione le statistiche sull'inglese al lavoro e l'elaborazione dei programmi di insegnamento delle lingue nelle scuole svizzere. La crescita delle lingue non nazionali, inoltre, è associata a questioni di "multiculturalismo" dopo la pubblicazione dei risultati del 1990, mentre la copertura dei risultati del 2000 mette in evidenza soprattutto "l'integrazione linguistica" delle popolazioni con passato migratorio, insistendo sul gran numero di stranieri che hanno indicato una lingua nazionale come lingua principale. Dal 2010, anno della modifica radicale delle modalità di censimento (cfr. punto 2.1), i risultati della rilevazione strutturale e dell'ILRC 2014 confluiscono nei dibattiti pubblici sul bilinguismo e sul plurilinguismo individuale. Nella Svizzera romanda, gli organi di informazione sottolineano che il plurilinguismo è più presente di quanto non sembri e che ciò costituisce un aspetto positivo della società svizzera. Nella Svizzera italiana, invece, la crescita della diversità linguistica è commentata in tono piuttosto critico, in quanto suggerisce un calo dell'utilizzo delle lingue nazionali e una perdita di terreno dell'italiano rispetto all'inglese. Per quanto riguarda la Svizzera tedesca, la presentazione dei primi risultati dell'ILRC 2014 pone l'accento sul notevole plurilinguismo presente in Svizzera e tematizza l'uso delle lingue nazionali e straniere, insistendo al contempo sulla vitalità dei dialetti tedeschi.

b. *Dibattito metodologico e politico*: passando in rassegna le pubblicazioni dell'UST, osserviamo sugli organi di informazione discussioni sulla metodologia dei vari rilevamenti. Se ne constata due tipi: la *prima* concerne l'inadeguatezza delle inchieste a rendere conto della vitalità della lingua romancia, la *seconda* riguarda la visione riduttiva della definizione di lingua principale, che impedirebbe di documentare il plurilinguismo funzionale degli abitanti. Avanzato da gruppi di interesse romanci e rilanciato dagli organi di informazione, il *primo* oggetto di dibattito ha assunto forme diverse con l'evoluzione delle domande poste e delle modalità di rilevamento. Nel 1990, i difensori del romancio lamentano la sostituzione del termine "lingua madre" con "lingua principale". A loro modo di vedere, questa modifica induce gli interpellati a indicare il tedesco (la lingua parlata tutti i giorni) piuttosto che il romancio ("la lingua del cuore"). L'abbandono del vocabolo "madre" avrebbe accentuato il calo statistico del romancio. L'impossibilità fino al 2000 di indicare più di una lingua principale era fortemente criticata da questa comunità bilingue. Il problema dei nuovi dispositivi di rilevamento (rilevazione strutturale e ILRC) che non consentono più di generare cifre rappresentative e significative a tutti i livelli geografici e sociali per i romanciofoni è pure menzionato sporadicamente sugli organi di informazione. Il *secondo* tipo di dibattito metodologico è invece proposto prevalentemente da esperti,

spesso linguisti. Prima dei grandi cambiamenti del 2010, essi avevano puntato il dito contro la visione troppo restrittiva della lingua principale e insistito sull'importanza di censire le persone bilingui e plurilingui. Pur convenendo che la possibilità di indicare diverse lingue principali è stata un progresso notevole, alcuni esperti continuano a preoccuparsi per la formulazione della domanda sulla(e) lingua(e) principale(i): l'orientamento normativizzante di tale domanda a scapito di un approccio basato sulle pratiche linguistiche impedirebbe di considerare numerosi locutori plurilingui in Svizzera.

c. *Trasposizione mediatica incerta*: con l'introduzione del nuovo sistema di censimento nel 2010, gli organi di informazione hanno a disposizione anche dati più complessi. La molteplicità delle fonti delle statistiche linguistiche comporta una certa confusione nella presentazione delle informazioni, e ai giornalisti non è sempre chiara la distinzione tra rilevazione strutturale e ILRC. In più, la presentazione dell'incremento importante delle altre lingue (quelle non nazionali) come lingue principali non è sempre messa in relazione con il grande cambiamento metodologico nella rilevazione strutturale, ossia la possibilità di indicare diverse lingue principali. A ciò si aggiunge il fatto che, se il concetto di "lingua principale" della rilevazione strutturale è di solito riportato fedelmente dagli organi di informazione, il nuovo concetto di "lingue

di uso regolare" utilizzato nell'ILRC 2014 è sovente oggetto di interpretazioni alternative. La definizione ufficiale dell'UST di tale concetto include pratiche di comunicazione quotidiane e/o settimanali, ricettive e/o produttive, in vari contesti, mentre sovente gli organi di informazione ricorrono a formulazioni come "parlare" e "padroneggiare" che suggeriscono un utilizzo essenzialmente produttivo, oppure assimilano questa categoria alle lingue principali ed enfatizzano oltremodo il plurilinguismo.

In generale, l'analisi dimostra che le modalità di rilevamento statistico, le categorie (lingue principali, lingue di uso regolare), nonché le nuove domande e i nuovi obiettivi dell'ILRC non sono sempre presi in considerazione o capiti dagli organi di informazione. È probabile che si tratti di trasformazioni e spostamenti troppo complessi per essere comunicati in modo conciso nello spazio pubblico e mediatico. D'altra parte, le differenze di copertura di tali informazioni nelle varie regioni linguistiche rivelano le preoccupazioni principali di ogni comunità e la loro importanza sulla scena politica.

3

Conclusione

Contare le lingue, i locutori e le pratiche linguistiche non è un processo neutro. Le nostre analisi del processo di produzione delle statistiche linguistiche in Svizzera dal XIX secolo mettono in evidenza l'influenza di questioni sociopolitiche complesse sulla realizzazione, la diffusione e l'appropriazione di queste cifre, come pure le difficoltà pratiche e concettuali date dalla necessità di ridurre la diversità e la variabilità linguistiche allo scopo di fornire informazioni quantificate.

La produzione di statistiche linguistiche varia in funzione di fattori contestualizzabili socialmente, politicamente, geograficamente e storicamente (cfr. Duchêne & Humbert, 2018). Le nostre analisi storiografiche, etnografiche e mediatiche della produzione e della circolazione di queste statistiche riflettono ciò che la società svizzera cerca di rilevare sulle lingue e sui dialetti in momenti precisi e in funzione di interessi sociopolitici mutevoli. Partita da una visione restrittiva, radicata in una tradizione di oltre un secolo che si limitava a contare una sola "lingua madre", la statistica svizzera tenta oggi di sondare in profondità la diversità e le pratiche linguistiche, e di inglobare al tempo stesso dinamiche linguistiche più complesse, come l'utilizzo delle lingue al lavoro, a casa o per guardare video in internet. Le nostre analisi permettono di capire come certi fenomeni linguistici – come il plurilinguismo individuale e la diglossia –, occultati in passato, siano oggi diventati un fattore

centrale della statistica svizzera. In tal senso, l'analisi della produzione della statistica ufficiale delle lingue e dei dialetti costituisce un indicatore di cambiamenti sociali più profondi, ben oltre gli interessi degli statistici e le sole questioni linguistiche.

Se oggi l'apertura all'analisi statistica di fenomeni linguistici più complessi pare una necessità, essa comporta tuttavia una serie di sfide pratiche e concettuali, come emerge dalla nostra analisi dettagliata delle varie tappe dell'ILRC 2014. Al momento della creazione del questionario, la sfida principale sta nel determinare come quantificare questa diversità e fino a che punto essa sia quantificabile, seguendo quali criteri, e definendo quali lingue, dialetti e locutori devono essere oggetto di un'attenzione particolare. Con la compilazione emergono poi altri interrogativi, segnata durante le interazioni telefoniche, quando è possibile che sondaggisti e persone interpellate non condividano la stessa concezione di questi fenomeni: parlare delle proprie pratiche e/o competenze linguistiche in seno alla società significa anche confrontare esperienze e punti di vista differenti, e negoziare implicitamente la desiderabilità sociale delle risposte. Altre difficoltà si presentano al momento del trattamento dei dati, a cominciare dal fatto di dover trovare il modo di dar loro un senso, di fornire risultati pertinenti, statisticamente significativi e interessanti per i potenziali consumatori. Questo processo com-

porta altresì la scelta di mettere in evidenza determinate cifre e ignorarne altre.

Indipendentemente dalla modalità di censimento delle lingue, la nostra analisi del trattamento mediatico dimostra che la pubblicazione delle cifre pone una lente di ingrandimento su determinati aspetti ed è costantemente a rischio di contestazione e di strumentalizzazione in vari ambiti (scientifico, politico, economico ecc.). Le questioni linguistiche così come affrontate nella statistica ufficiale sono concepite e percepite come indicatori importanti di temi fondamentali in Svizzera, per esempio l'integrazione degli stranieri, i movimenti migratori interni ed esterni, l'insegnamento delle lingue a scuola, la diversità culturale o la tutela della coesione nazionale. Mentre la pubblicazione delle cifre deve privilegiare determinate dimensioni sociolinguistiche a scapito di altre, la loro appropriazione, se non addirittura la loro strumentalizzazione nello spazio pubblico svela in che misura vari gruppi di interesse contestano o sostengono tali statistiche in funzione del messaggio politico e/o scientifico che desiderano far passare.

In questo senso, la nostra ricerca consente di capire che dietro a cifre con le quali abbiamo a che fare ogni giorno si celano questioni che esulano dal quadro strettamente scientifico e dal semplice problema del conteggio. Cercando di comprendere che cosa significhi essere "francofono", "plurilingue" o "dialettologo", abbiamo svelato un volto inedito della fabbricazione dell'immagine della nazione elvetica: la diversità linguistica così come viene ufficialmente conteggiata, diffusa e infine riappropriata nello spazio pubblico.

Davos las culissas da la quantificaziun da linguas

Executive Summary

—
Alexandre Duchêne, Renata Coray e Philippe Humbert

1

Context, finamiras e metodos

Las dumbraziuns da las linguas èn ina da las pitgas fundamentalas per represchentar la plurilinguitad svizra. Enragischadas en ina tradiziun da passa 150 onns gidan las statisticas linguisticas uffizialas a definir la cumposiziun linguistica dal territori. Cun agid da las statisticas dissegnan las autoritads tranter auter las conturas dals cunfins linguistics ed observan il svilup demographic da las cuminanzas linguisticas en il territori. En Svizra vegnin nus regularmain confruntads cun cifras consultadas da numerus acturs da la societad.¹ Ellas fan part da nossa cuntrada scientifica, mediala e politica ed èn savens il tema da debattas politicas e scientificas intensivadas che revelschan differenzas davart la definiziun da quai che vegn considerà sco „francofon“, „pluriling“, „dialectofon“, etc. Da princip vegnan ellas consultadas per eruir las particularitads da la Svizra, per enconuscher sia diversitad linguistica, cun la quala vegnan associadas in'imaginaziun naziunala ed ina tscherta idea da la coesiun sociala.

Il punct da partenza da questa lavur n'è betg *stricto sensu* statistic, mabain oravant tut sociolinguistic. Sche questas cifras dattan d'ina vart in tschert maletg da la Svizra, sveglian ellas da l'autra vart ina retscha da dumondas tant linguisticas sco era politicas. Per pudair quantifitgar las praticas linguisticas savain nus ch'igl è l'em-

prim necessari da determinar tge che quinta sco lingua e tge betg, sco era da reducir fenomenens sociolinguistics complexs en unitads quantifitgablas. Quantifitgar las linguas n'è betg in process neutral, mabain implitgescha decisiuns metodologicas francadas en tschertas concepziuns da la lingua, davart las qualas ils linguists sezs n'èn betg d'accord (tge è ina lingua? tge differenziescha il dialect dal standard? tge è la plurilinguitad? etc.). Questas decisiuns han era consequenzas. Tut tenor tge dumondas ch'ins fa, co ch'ins las formulescha e tut tenor la moda da relevar e da tractar las datas gidan las statisticas obtegnidas a render pli visiblas tschertas gruppas da persunas u tschertas praticas, u il cuntrari, contribueschan a lur eliminaziun da la cuntrada linguistica dal pajais.

Perquai avain nus empruvà en quest project (realisà en il Center scientific da cumpetenza per la plurilinguitad da Friburg, 2014-2017) da chapir meglier l'activitad da dumbrar las linguas, ils pledaders sco era las praticas linguisticas. Nus essan ans interessads per quai che capita davos las culissas da las cifras che nus inscuntrain mintga di sco burgais, perscrutaders, schurnalists u politichers. Nus avain empruvà da chapir tgeninas ch'èn stadas en il decurs da l'istorgia las ponderaziuns che han manà a la realisaziun da statisticas lin-

guisticas, tge concepziuns da la lingua sco tala, da las linguas, da la plurilinguitad che sa mussan en la producciun e la cumplaziun dals questunaris davart las linguas e cun tge sfidas che vegnan confruntadas las persunas che respundan a las dumondas e quellas che registreschan ed evalueschan las respostas. La finala avain nus examinà co che las cifras publicadas da las autoritads circuleschan en las sferas d'influenza sco las medias e la politica e co ch'ellas vegnan appropriadas e/u contestadas.

La retschertga, da la quala nus preschentan ils resultats principals en questa sintesa, è vegnida realisada enturn trais grondas axes. In'axa *istorica* ha empruvà da metter en evidenza las grondas etappas dal svilup da las statisticas davart las linguas en Svizra. In'axa *etnografica* ha examinà la moda d'elavurar in'enquista statistica contemporanea davart las linguas cun documentar las differentas etappas (redacziun dal questunari, realisaziun da l'enquista, tractament da las datas). E la finala avain nus examinà cun in'axa *mediala* las diversas appropriaziuns dals resultats, cura ch'els circuleschan en il spazi public.

L'*emprim corpus*, numnadamain las datas istoricas (dal 1850, data da publicaziun da las emprimas statisticas davart las linguas en Svizra, fin oz) cumpiglia documents d'archivs, publicaziuns uffizialas da la regenza e dal parlament federal (Fegl federal, Bulletin uffizial da l'Assamblea federala, etc.), sco era publicaziuns e documents da l'Uffizi federal da statistica (UST) (rapports metodologics, material da dumbraziuns, etc.). Nus avain amplifitgà quest corpus cun discurs cun expertas ed experts che han fatg part da dumbraziuns u observà

talas intensivamain. Nus avain studegià a moda sistematica las diversas formulaziuns e definiziuns da las dumondas davart las linguas en las dumbraziuns, ans basond sin analisas da texts (Bauman & Briggs, 1990; Park & Bucholtz, 2009), ed avain examinà las debattas ed ils rapports d'expertisa che han manà a la modificaziun da tschertas formulaziuns u schizunt a la midada da las metodos da relevar las datas.

Il *segund corpus* sa cumpona da datas etnograficas rimnadas durant nossa lavur al lieu, numnadamain quella d'accompagnar e da documentar la realisaziun d'ina nova enquista statistica davart las linguas, l'Enquista davart la lingua, la religiun e la cultura (ELRC), che fa part d'ina retscha da svilupps metodologics a l'UST. A partir dal 2010 è la dumbraziun dal pievel tradiziunala che ha gi lieu mintga diesch onns vegnida remplazzada tras in nov sistem da rimnar datas che cumbinescha pliras funtaunas e metodos. Ultra dals registers d'abitants e l'enquista da structura (in'enquista cun provas statisticas annualas) preschenta l'UST mintg'onn in'analisa tematica approfondada. Il 2014 ha l'UST realisà per l'emprima giada l'ELRC che vegn repetida mintga tschintg onns. Questa enquista include ina part impurtanta davart las linguas en Svizra. Nus avain gi la chaschun da suandar l'elavuraziun e la realisaziun da questa enquista sco observaturs participants (nus essan vegnids consultads pliras giadas ed avain furnì a l'UST rapports periodics). Las datas analisadas sa cumponan da notizias fatgas durant las sedutas da discussiun cun l'UST, a chaschun da las intervistas en gruppas (*focus group*), durant las qualas ils interrogaturs ed ils supervisurs da l'institut

1 Per garantir ina megla legibladad vegn fatg diever en quest text da la furma generica masculina. Pledentadas èn adina tuttas duas schlattainas.

d'enquista han explitgà lur metodos da lavur, da notizias fatgas al lieu da plirs retschertgaders che sesevan sper ils interrogaturs durant 150 discurs telefonics, sco era da documents instituziunals en connex cun la concepziun dal questunari e la realizaziun da l'enquista. En pli avain nus pudì registrar ils 150 discurs telefonics (en franzos, tudestg (svizzer) e talian) che nus avain transcrit silsuerter. Las respostas sco quai ch'ellas èn vegnidas codifitgadas en la banca da datas da l'UST èn vegnidas messas en relaziun cun ils discurs. Alura avain nus analisà – cun l'agid d'instruments da l'analisi dad interaccziuns verbalas (Traverso, 2008) e da l'analisi etnografica dad enquistas socialas (Cicourel, 1964; Merry, 2016) – las sfidas inscuntradas dals concepiders da l'enquista, dals interrogaturs, da las personas interrogadas e dals statistichers.

Il *terz corpus*, las datas davart ils resuns en las medias, cumpiglia en emprima lingia extracts da gasettas dals archivs da l'UST e d'auters archivs da pressa. Il corpus da pressa s'extenda dal 1990 (il mument che las dumondas da la dumbraziun èn vegnidas adattadas fermamain, cf. sutvart) fin oz (inclus la recepziun da l'enquista ELRC 2014). Quai che concerna ils products medials davart ils resultats da l'ELRC 2014 avain nus ultra da quai amplifitgà nossa rimnada cun includer emissiuns da televisiun e da radio. Considerond ils differents interess da la politica, da las medias e da la publicitad avain nus fatg in'analisi dals discurs medials ch'è inspirada da Foucault (Keller, 2011). Nus avain observà tge

aspects dals resultats da l'UST ch'èn vegnids selecziunads da las medias (u betg) e tgenins che han chattà in eco (u betg) en il spazi public. Nus avain ultra da quai analisà co che questas selecziuns tematicas èn vegnidas tractadas e co ch'ils resultats èn vegnids interpretads dals acturs medials. La finala essan nus ans concentrads sin la dumonda co che questa derasaziun è vegnida discutada da las differentas gruppas d'interess.

Questa moda da proceder² e las dumondas che han caracterisà noss studi ans permettan da preschentar in'interpretaziun sociolinguistica da las statisticas davart las linguas, da far ressortir las impurtantas sfidas concepziunals dal process da dumbrar las linguas ed ils pledaders sco era da chapir la purtada politica da la dumbraziun da las linguas en in territori, nua che la diversitad linguistica è ina part constitutiva dal maletg da la naziun.

2 Per infurmaziuns pli vastas davart la metodologia cf. Duchêne, Humbert & Coray, 2018.

2 Survista dals resultats da la retschertga

2.1 Istorgia da la statistica uffiziala da las linguas en Svizra

Svilup istoric da las metodos da la relevaziun statistica da las linguas

L'UST, incumbensà da furnir infurmaziuns quantitativas davart il svilup ed il stadi da la populaziun en Svizra, è vegnì fundà l'onn 1860 sut il num „Biro federal da statistica“ (cf. Busset, 1993; Jost, 2016, per l'istorgia da las statisticas e da las dumbraziuns dal pievel svizzer). Dapi questa data èn suandadas diversas metodos da dumbrar las linguas. Las emprimas datas statisticas èn vegnidas elavuradas a basa da la lingua da la vischnanca (1850, avant l'existenza uffiziala da l'UST) e da la lingua discurrenda en las chasadas (1860-70). Il 1880 è vegnida introducida en la dumbraziun ina dumonda davart la „lingua materna“ e pia tschentada sistematicamain ed individualmain a tut ils abitants. La dumonda linguistica è vegnida mantegnida (cun diversas variantas da formulaziun, cf. sutvart) en la dumbraziun dal pievel fin il 1980. Dapi il 1990 vegn questa dumonda accompagnada da duas dumondas complementaras concernent las praticas linguisticas en dus secturs (a chasa ed a la lavur/en scola). Il 2010 è la dumbraziun dal pievel cumplexiva vegnida remplazzada tras ina enquista da structura annuala che

sa basa sin provas statisticas dad almain 200'000 personas da 15 onns e pli veglias che vegnan supplitgadas d'emplenir in questunari. Las dumondas linguisticas vegnan mantegnidas en l'enquista da structura ed il 2014 è vegnida realisada in'enquista tematica (ELRC) per documentar pli detagliadamain las praticas linguisticas en Svizra.

Questas differentas modas da sondar la lingua influenzeschan tge che vegn mess en evidenza ed accentuà quant fitg en connex cun las gruppas da pledaders. Dumbrar las linguas a basa da la lingua utilisada da la vischnanca ha chaschunà problems en las vischnancas cun abitants era dad autras linguas (surtut en regiuns al cunfin linguistic). Relevar las linguas a maun da las chasadas n'ha percenter betg permiss da resguardar ils numerus pledaders che abitavan en ina chasada p. ex. germanofona, ma che discurrevan in'otra lingua sco p. ex. il talian u il rumantsch. La dumbraziun dal pievel dapi il 1880 ha lubì da considerar era questas personas. Suententer che la dumbraziun è vegnida remplazzada il 2010 tras l'enquista da structura, è sa resultà in problem en connex cun l'introducziun da la metoda basada sin provas statisticas, surtut per las gruppas linguisticas pli pitschnas (cf. Coray, 2017a; 2017b, per il rumantsch). Il medem vala per l'ELRC che sa basa sin in dumber da provas statisticas anc pli reduci.

Svilup istoric da las dumondas davart las linguas

Sco quai che las metodos da rimnar datas èn vegnidas svilupadas en il decurs dal temp, èn sa midadas en il decurs dals onns era las metodos da formular las dumondas davart las linguas. Nossa analisa istoriografica ha permess da reconstruir las differents etappas che nus preschentan qua curtamain.

La dumbraziun da l'uschenumnada lingua „materna“ dapi il 1880 coincidescha cun la relevaziun da las datas linguisticas al nivel individual. Il diever dal term „matern“ va a pèr cun la voluntad politica d'associar la lingua cun ils origins da las personas interrogadas. Dapi l'entschatta ha la dumonda davart la „lingua materna“ la finmira d'identifitgar ils abitants svizzers ed ils abitants esters che derivan dad auters territoris linguistics. La dumonda davart la lingua materna è colliada inseparablmain cun ina concepziun monolingua e monovarietala: las personas interrogadas pudevan inditgar mo ina suletta lingua (quai ch'è restà il cas fin il 2010) e n'avevan era betg la pussaivladad da distinguer tranter il dialect e la lingua da standard. Numerusas personas bilinguas u plurilinguas èn damai stadas sfurzadas da far ina tscherna e d'inditgar mo ina suletta lingua. La dumonda procura anc per dapli difficultads en las zonas da contact tranter duas u schizunt trais linguas, sco per exempel en il nord dal chantun da Berna, en il Giura u en il Grenchun. Entant ch'ina emprima definiziun da la „lingua materna“ è da chattar il 1900 sulettamain en la versiun franzosa dals formulars da dumbraziun, è quella vegnida defi-

nida il 1910 per l'emprima giada a moda unifurma per l'entira dumbraziun naziunala. Lez onn han ils concepiders da la dumbraziun precisà las caracteristicas da questa expressiun cun insister sin il fatg ch'i sa tractia da la lingua, en la quala ins pensa, quella ch'ins dovra il pli gugent en famiglia e quella ch'ins sa il pli currentamain. Dapi il 1950 è la definiziun da la „lingua materna“ vegnida reformulada (cun reducir ils criteris) sco suonda: la lingua, en la quala ins pensa e ch'ins dumogna il meglier. L'idea da verifitgar cun questa dumonda il grad d'integraziun u schizunt d'assimilaziun linguistica dals individis sa concretisescha: ina persuna ch'è creschida si cun tudestg (svizzer) e va a star en in territori francofon resta damai identifitgabla, cunquai ch'ins parta dal fatg ch'ella pensa anc adina en tudestg (svizzer), era sch'ella discorra franzos. Cun il temp pudessi però tuttina esser che questa persuna cumenza a pensar en franzos, pia ch'ella mida la lingua e „s'assimilescha“ – per repretter in term gia utilisà da quel temp – a la maiorità linguistica da ses ambient da viver. En Svizra han ins empruvà d'evaluar a maun da la lingua, en la quala ins *pensa* – concepida sco quella ch'ins sa meglier che tut las autras – las relaziuns da fermezza tranter las cuminanzas linguisticas consideradas fin dacurt sco omogenas e monolinguas.

Questa definiziun cumpara er en l'enquista da structura actuala. D'in punct da vista statistic garantesch la relativa stabilitad da la definiziun ina tscherta cuntinuitad da las datas rimnadas en il decurs dal temp, quai che permetta da cumparegliar ils resultats da las dumbraziuns statisticas da passa in tschientaner. Tuttina sa mida la

terminologia utilisada il 1990 sin l'impuls d'experts da la politica e da la scienza. Els èn da l'avis ch'i saja meglier d'evitar il term „matern“, cunquai che quel sveglia memia bleras emozions e na rendia betg quint da las praticas realas dals individis, mabain reflecteschia plitost lur sentiment d'appartegnentscha famigliara. Empè da l'expressiun „lingua materna“ vegn damai preferì il term da la „lingua principala“. Il medem mument vegnan agiuntadas duas dumondas davart las linguas „discurridas regularmain a chasa, cun ils parents“ ed „en scola, al plaz da lavur, en la professiun“. Quellas permettan per l'emprima giada d'obtegnair resultats davart la plurilinguitad e la diglossia, cunquai che las personas interrogadas han la pussaivladad da distinguer lur praticas linguisticas cun inditgar, sch'els dovran in/plirs standard(s) ed in/plirs dialect(s) svizzer(s). L'introducziun da questas duas dumondas reflectescha ina voluntad politica da sustegnair scientificamain e politicamain l'impurtanza da la plurilinguitad en Svizra. Tuttina resta l'emprima dumonda davart la lingua principala formulada en il singular, quai che impedescha las personas interrogadas da *sa declarar* e da sa definir sco bilinguas u plurilinguas. Pir il 2010 èsi pussaivel d'inditgar pliras „linguas principalas“ en l'enquista da structura, quai che amplifitgescha la paletta da las datas statisticas ch'ins po rimnar davart la plurilinguitad.

Cunquai che la mobilitad creschenta da las personas en Svizra augmenta ils contacts linguistics, cumenzan las cifras davart la plurilinguitad individuala a svegliar dapli interess. La diversificaziun da las metodos da relevaziun statistica da l'UST, basada sin

meds tecnologicis adina pli sofisticgads, reflectescha era la voluntad d'empruvar d'approfondar quantitativamain las midadas en la societad, sco la plurilinguitad e la diglossia, ch'èn adina pli savens il tema da debattas economicas e politicis.

Questa curta survista istoriografica suttastritga co ch'il svilup da la statistica da las linguas en Svizra è ina sort da spiegel da l'istorgia sociala e politica da las ideas davart las linguas. La moda e maniera da rimnar las datas, la terminologia, la definiziun da la lingua u er il dumber e la successiun da las dumondas: tut quai ha effects betg mo aritmetics, ma er effects en il senn ch'i permetta da preschentar in tschert tip da cuntrada linguistica orientà ad in tschert maletg naziunal e da suttastritgar las sfidas politicis (cf. Humbert, 2018, per l'imaginaziun e visualisaziun cartografica da las linguas). La diversificaziun da la cuntrada linguistica svizra renda pli complexa la dumbraziun da las linguas. En quest senn è la nova enquista ELRC in terren d'investigaziun senza precedents che ans lubescha da sviluppar in'enquista statistica en temp real.

2.2 Las sfidas d'ina nova enquista statistica uffiziala davart las linguas

Suenter ils svilupps preschentads survart ha l'ELRC 2014, in'enquista realisada via *computer-assisted telephone interview* (CATI) cun agid da provas statisticas da var 16 500 personas interrogadas, la finmira da quantifitgar la diversità da las praticas

linguisticas en Svizra. Complementarmain a l'enquista da structura permetta questa enquista da tschentar dapli dumondas e da dar uschia ina survista da las praticas plurilinguas en differents spazis socials. I na sa tracta betg pli d'identifitgar las persunas cun ina suletta lingua u pliras linguas ed era betg mo da las localisar en il territori, mabain da documentar ils numerus dievers plurilings productivs e/u receptivs en la societad svizra. En quest senn è l'ELRC il resultat da la reconuschienscha da l'impurtanza d'ina dumbraziun da las linguas en Svizra che permetta da furnir in maletg pli dinamic da las praticas linguisticas. Igl è in terren da retschertga unic per chapir las differentas sfidas, cun las qualas vegnan confruntads numerus acturs involvids en la realisaziun da questa enquista. En la part che suonda preschentan nus las sfidas da las diversas etappas: da la concepziun a la realisaziun da l'enquista fin al tractament statistic da las datas.

La concepziun da l'ELRC 2014

La tscherna da las dumondas sco era la moda da formular ellas èn il resultat da numerus discussiuns entaifer l'UST, ma era tranter ils acturs socials dals divers champs instituziunals, scientifics e/u politics (migraziun, cultura, educaziun, etc.). Il questunari final è damai il product d'in process complex, durant il qual ils responsabels da l'UST ston considerar divers (e mintgatant divergents) interess e vegnan confruntads cun eventualitads tecnicas e materialas (durada maximala da la realisaziun che limitescha il dumber da dumondas, modalitad da la realisaziun al telefon ch'implitgescha

ina lavur da comunicaziun impurtanta en connex cun la chapientscha vicendaivla, etc.). La finala èn las dumondas tschentadas e tractadas il resultat d'in grond dumber da restricziuns, d'interess e da col-lavuraziuns.

Cun examinar questa pratica collaborativa avain nus pudì eruir trais grondas sfidas conceptualas en la realisaziun dal questunari:

- a. *Relevaziun da la plurilinguitad individuala*: ina da las sfidas per elavurar il questunari è da savair quantas linguas che pon vegnir inditgadas da las persunas interrogadas sco relevantas per lur repertori linguistic („lingua(s) principala(s)“ e „linguas enconuschentas“). La finamira da l'ELRC da relevar las praticas linguisticas dat als statistichers ina predisposiziun da documentar la plurilinguitad, ed uschia da sa concentrar sin la diversitad linguistica en Svizra per evitar da far las persunas interrogadas pli monolinguas che quai ch'ellas èn. Durant il process da redacziun da l'enquista èn dentant cumparidas numerus dumondas colliadas cun il spectrum da la plurilinguitad. Questas dumondas pertutgavan tant la moda e maniera da tschentar tschertas dumondas (la u las „lingua(s) principala(s)“, il grad d'enconuschienscha da las „linguas enconuschentas“), las sfidas praticas (surtut il temp necessari per la realisaziun) chaschunadas d'ina avertadad maximala quai che pertutga las linguas (senza limitar il dumber da linguas), sco era las difficultads pussaivlas d'ina formulaziun

memia averta che rendess las persunas interrogadas memia plurilinguas. In cumpromiss han ins chattà cun iniziar il questunari en dus pass. En in emprim pass han ins decidì da reformular la dumonda da la „lingua principala“ en il plural, senza limitar il dumber da linguas e cun mantegnair ina definiziun vischina a quella da l'enquista da structura. La finamira era d'evitar l'enumeraziun da memia bleras linguas che las persunas interrogadas confermavan da savair, ma a medem temp da betg las intimar d'inditgar mo ina. Per garantir la documentaziun d'ina plurilinguitad funcziunala è vegnida agiuntada en in segund pass ina dumonda davart las „linguas enconuschentas“ cun ina formulaziun pli averta che permetta a las persunas interrogadas d'inditgar las linguas ch'ellas san pli u main bain.

- b. *Distincziun dialect – lingua da standard*: en ils territoris italo-fons e germanofons fa il dialect part dal mintgadi e da debattas (publicas e politics). Ses diever vegn mintgatant percepì dals ins sco ina smanatscha da la coesiun naziunala e dals auters sco in patrimoni naziunal vivent e sco caracteristica d'identitad ch'i vala la paina da cultivar en il num da la diversitad. En la dumbraziun dal 1990 è il dialect vegnì introducì sco ina categoria da resposta pussaivla. Perquai han ins bainspert era ponderà d'introducì il dialect sco resposta pussaivla a numerus dumondas da l'ELRC. Registrar infurmaziuns fidadas davart il dialect premetta dentant che la distincziun tranter „standard“ e „dialect“ saja

clera e che tut las persunas interrogadas sajan infurmadas. Per garantir questa infurmaziun èn vegnidas introducidas en il script dal questunari dumondas consecutivas ch'èn vegnidas activadas, sche las persunas interrogadas han inditgà il tudestg (u il tudestg svizzer) u il talian (u il dialetto) sco „lingua principala“ e/u „lingua enconuschenta“. Questas dumondas supplitgavan las persunas interrogadas da precisar mintgamai, sch'i sa tractia dal dialect, dal standard u da tuts dus.

- c. *Nivels da cumpetenzza linguistica vs. frequenza e domenas da diever*: la distincziun tranter las cumpetenzas e la frequenza dal diever è stada in punct da discussiun central durant l'elavraziun dal questunari. Ils represchentants dals champs d'educaziun e da migraziun sco era las associaziuns che s'engaschan a favur da las cuminanzas linguisticas giavischavan infurmaziuns statisticas davart las cumpetenzas linguisticas per savair dapli davart las dumondas colliadas cun l'integratiun en la societad svizra. Diversas pussaivladads èn vegnidas consideradas per empruvar da distinguer ils nivels da cumpetenzza linguistica, ma tuttas eran colliadas cun pliras difficultads (la subjectivitat da l'autovalitaziun ed il temp necessari da responder a dumondas precisas davart las cumpetenzas). Per quest motiv han ins decidì da renunziar d'eruir las cumpetenzas e da sa concentrar sin las frequenzas dal diever che permettan da furnir ina survista differenziada da la plurilinguitad funcziunala.

Malgrà il grond dumber da dumondas ch'ina enquista tematica po far, ha l'elavuraziun dal questunari necessità ina selecziun inevitabla entaifer ina gronda quantidad da dumondas pussaivlas. Per far quai han ins stuì chattar ina via tranter ils interess ed ils basegns dals statistichers, da l'instituziun incumbensada cun l'expertisa scientifica (da la quala nus faschain part) e d'autras gruppas d'interess (p. ex. CDEP, UFC, SEM). Las tschernas tematicas pon damai vegnir consideradas sco il resultat da questas discussiuns, ma ellas dattan era perditga da la posiziun da las linguas en nossa societad. L'accent mess sin la lavur u sin las medias (inclus las medias socialas) è in exempel per quai.

Nus constatain che l'elavuraziun d'in questunari davart las linguas ed ils dialects è tut auter ch'ina activitad simpla u evidentia. Il cuntrari, i sa tracta da prender numerusas decisiuns che n'èn betg neutralas e ch'han consequenzas. Las debattas ch'ellas sveglian èn damai in'expressiun da dumondas che van sur quellas da l'enquista ora. Ellas reveleschan a medem temp las midadas en la societad ed il maletg che las autoritads e las differentas gruppas d'interess vulan intermediar da las praticas linguisticas dals burgais.

La realisaziun da l'enquista

Ina giada ch'il questunari è definitiv, vegn el introduci en in sistem informatic che vegn silsuent utilizà dals interrogaturs per endatar las respostas, ma era per leger las dumondas, e serva uschia sco script da comunicaziun. Questa fasa da l'enquista è in mument impurtant, nua che vegnan en-

semen differentes roms d'interpretaziun: quels dals interrogaturs e quels da las persunas interrogadas. Saja quai durant las discussiuns tranter ils interrogaturs u durant la discussiun da las dumondas al telefon: l'interpretaziun da las dumondas ha lieu en in context, nua che numerusas concepziuns da las linguas, dals dialects e da la plurilinguitad convergeschan u divergeschan. Analisar la realisaziun da l'enquista permetta damai da far ressortir la complexitad da la chapientscha e da l'interpretaziun da las dumondas.

- a. *Chapientscha, interpretaziun ed ideologias linguisticas dals participants:* tge che vegn considerà sco „linguas principalas“ dependa tant tar las persunas interrogadas sco era tar ils interrogaturs da lur ideologia linguistica, ma era da lur interpretaziun da la desiderabilitad sociala da la resposta. Per ina dumonda formulada da medema maniera avain nus observà ina paletta d'interpretaziuns che tanscha d'ina avischinaziun restrictiva a la lingua principala – savens mo ina lingua, per il solit quella ch'ins sa il meglier – fin ad ina concepziun averta dal diever, vul dir ina che cumpiglia las linguas ch'ins dovra il pli savens. En las interacziuns daventan quests schemas interpretativs l'object da negoziaziuns: in interrogatur po per exempel intimar ina persuna interrogada da menziunar pliras linguas, ma el po era considerar ch'igl è pauc probabel che la persuna interrogada sappia pli ch'ina lingua. Il medem vala per la persuna interrogada che po laschar davent linguas che

tutgassan atgnamain en la categoria „linguas principalas“, tuttina sco quai ch'ella po interpretar la dumonda sco in invit d'enumerar tut las linguas da ses repertori linguistic.

- b. *Istorgias da la vita sco resposta:* i na capita betg darar che las persunas interrogadas raquantan parts da lur vita durant ch'ins tschenta ad ellas las dumondas davart las linguas. Questas sequenzas interactivas mussan che raquantar da las praticas linguisticas vul era dir discurren davart experiencas, situaziuns socialas e curs da la vita savens betg linears. Ellas mussan era che las linguas èn lieus d'expressiun da relaziuns socialas savens coloradas d'emoziuns u da sentiments maschadads. Questas istorgias da la vita formuladas sco resposta mussan era ch'i n'è betg simpel da responder a dumondas davart la lingua a maun d'ina simpla glista. Quest fatg cumplitgescha damai l'incumbensa da l'interrogatur da selecziunar las infurmaziuns a basa da quests raquints.
- c. *Interpretaziuns ambiguas che reveleschan la complexitad dal diever da las linguas en la societad:* las esitaziuns e las malchapientschas en las interacziuns na pon betg simplamain vegnir attribuidas ad in problem da la formulaziun „sbagliada“ da las dumondas. Il cuntrari, nossas analisas mussan ch'ellas fan part da la complexitad dal diever da las linguas en la societad. La difficultad che tschertas persunas interrogadas han per exempel da distin-

guer tranter il dialect e la lingua da standard è sintomatica per las imaginaziuns che las persunas interrogadas pon avair da la differenza tranter questas variantas (cf. sura) e da l'impurtanza politica, identitara e culturala che quellas han u n'han betg per ellas. U er il fatg che las persunas interrogadas, dumandadas davart lur praticas linguisticas a la lavur, han la tendenza da laschar davent las praticas receptivas (sco chapir ina conversaziun en in'otra lingua u in auter dialect). Questas respostas reveleschan plitost concepziuns ierarchicas da las praticas linguisticas ch'il diever effectiv da las linguas.

Las logicas interpretativas durant las interacziuns e quai che vegn ditg il mument da la realisaziun da l'enquista crodan sfurzadamain davent en ils resultats finals. L'endataziun fatga dals interrogaturs sa basa sin ina gronda quantidad d'infurmaziuns che ston sa cunfar cun ils chavazzins preformulads dal questunari. Questa dimensiun necessariamain interpretativa, basada sin la co-constructiun dal senn da vart dals participants, na metta betg en dumonda l'enquista sco tala. Ma a nus sco sociolinguists dat ella access a la moda, cun la quala ils acturs participads dattan in senn a las dumondas ed, anc pli impurtant, a lur concepziuns da las linguas e da las praticas che reveleschan las ideologias linguisticas en nossa societad.

L'elavuraziun statistica da las datas

Ina giada che las datas èn rimnadas ston ellas vegnir elavuradas. Quest process complex cumpiglia differentas sfidas da la procedura da quantifitgar linguas. Las datas bruttas pretendan ina retscha d'elavuraziuns che cumpiglian process da selezziun (tge datas èn utilisablas), da categorisaziun (tge datas pon vegnir condensadas, separadas, etc.) e da perspectiva (tge senn dar a las cifras e tge datas vegnan accentuadas). Nus descrivain en il sequent curtain quest process, suttastritgond las sfidas inscuntradas en mintga etappa:

- a. *Selezziun da las datas*: mintga elavuraziun quantitativa presuppona che las cifras disponibilas sajan statisticamain fundadas. Tranter las datas relevadas n'han inqualas betg pudì vegnir consideradas, perquai ch'il dumber da respostas era insufficient. Quai è per exempel stà il cas tar numerusas respostas davart il rumantsch. Ultra da quai èn intginas dumondas tschentadas sa mussadas sco difficilas d'utilisar, betg per motivs statistics, mabain per motivs conceptuals. La dumonda davart ils obstachels linguistics per exempel n'è betg vegnida tschentada systematicamain a las personas las pli pertutgadas. Cura ch'ella è vegnida tschentada, han las personas interrogadas magari gì difficultads d'admetter ch'ellas hajan fadias da communigar cun il medi u en auters contexts pli u main formals. En pli n'èn las populaziuns las pli pertutgadas da questa problematica betg stadas cuntanschiblas, perquai ch'ellas n'eran betg capablas da responder ad in'enquista telefonica en tudestg (svizzer), franzos u talian.
- b. *Categorisaziun da las datas*: tranter la summa da las respostas rimnadas èsi da determinar quellas che ston vegnir regruppadas e quellas che ston vegnir elavuradas separadamain. Quai presuppona ina lavur da categorisaziun che accentuescha tschertas concezziuns da la lingua entaifer la societad. Per exempel èn las datas concernent la lingua da standard ed il dialect vegnidadas tractadas da maniera agregada en il rapport inicial (ins ha pia fatg per tschertas dumondas ina suletta categoria per il dialect ed il standard). En in rapport separà davart il dialect èn questas cifras dentant vegnidadas tractadas explicitamain a moda separada. Per tegnair quint dal repertori pluriling da las personas interrogadas han ins ultra da quai creà ina nova categoria: „linguas da diever regular“ u „linguas duvradas regularmain“, cun gruppar las respostas a pliras dumondas tenor la frequenza da diever („mintga di u bunamain mintga di“ ed „almain ina giada l'emna“, tuttina sch'i sa tractava d'in diever receptiv u productiv). Questa categoria permetta da guntgir il problem d'ina definiziun da la plurilinguitad a basa da las „linguas principalas“ e da demussar la vitalitad da las praticas linguistics en Svizra. Tschertas „linguas da diever regular“ sco l'englais, vegnan tractadas systematicamain, fertant che autras vegnan

subsumadas en las categorias „autras“ pervi da lur pitschen dumber da pledaders u na vegnan en tscherts cas gnanc dumbradas, perquai ch'ellas èn mitschadas en il process da codificaziun.

- c. *Valitar las datas*: la moda da categorisar las linguas, lur pledaders e lur repertoris, ma era las decisiuns areguard las tematicas che duain vegnir approfondadas, constitueschan ina validaziun dals resultats ch'è liada fundamentalmain a l'incumbensa ed als principis directivs da la statistica publica svizra. Ils differentes grads d'accentuaziun (che contribueschan a la producciun da senn) inditgeschan ch'ils statistichers n'ageschan betg isoladamain, mabain sa participeschan cumplainamain a la debatta sociala ed èn dependents da quella. La tscherna da rediger dus rapports tematics per exempel, in davart il tudestg svizzer e l'auter davart las linguas a la lavur, revelescha l'impurtanza da questes dus temas sin plaun naziunal. Il medem vala per la decisiun en la gronda part dals rapports da distinguer ils pledaders da differentas generaziuns da migraziun en Svizra. Quest fatg mussa l'actualitad da la debatta sociala davart l'integraziun e rinforza en il medem mument la categorisaziun.

2.3 Il resun medial da las statisticas linguisticas

Ils resultats da las enquistas statisticas, publitgads da l'UST en furma da comunicaziuns a las medias e/u rapports generals e tematics, èn il tema d'artitgels en la pressa, da brevs da lecturs, da reportaschas a la televisiun ed al radio, etc., nua ch'ils schurnalists, las gruppas d'interess u ils experts suttastritgan tscherts aspects da las cifras e da lur tractament. Cun descriver, comentar u crititgar ils resultats selecciuneschan els elements da las publicaziuns da l'UST per dar a quels in'orientaziun politica e/u scientifica. A questa appropriaziun mediala avain nus deditgà la davosa part da noss project, damai che las medias èn ina vaidrina per las debattas effectuadas tras ils resultats da la statistica da las linguas.

Nossas analisas han permess d'eruir las tematicas che han sveglià in interess particular en la pressa dapi il 1990, las debattas metodologicas che accumpognan la publicaziun da questas cifras, sco era las tensiuns politics chaschunadas tras la preschentaziun mediala dals resultats da l'UST.

- a. *Tractament da l'infurmaziun variabel e contextualisà istoricamain*: l'interess medial per ils divers temas approfondads da l'UST dapi ils onns 1990 variescha tut tenor la regiun linguistica. En general mussa la pressa romanda, tessinaisa e grischuna in pli grond interess per questas infurmaziuns che quella en la Svizra tudestga. Ils resultats ils pli discutads da la dumbraziun dal pievel (fin il 2000) e da l'enquista da structura

(a partir dal 2010) en la pressa èn senza dubi quels concernent la „lingua principala“. Las statisticas davart tschellas dumondas – las linguas discurrendas a chasa e/u a la lavur/en scola – vegnan preschentadas be a l'ur e cumenzan ad avair in eco pli grond en las medias pir suenter la dumbraziun dal 2000. La pressa collescha las cifras cun tematicas linguisticas fitg politisadas, per exempel cun metter en in context las statisticas davart l'englais a la lavur e l'elavuraziun da programs d'instrucziun da linguas en las scolas svizras. L'augment da las linguas betg nazionalas vegn ultra da quai associà cun dumondas dal „multiculturalissem“ suenter la publicaziun dals resultats dal 1990, entant ch'ils rapports medials davart ils resultats dal 2000 sa concentreschan surtut sin „l'integrasiun linguistica“ da las populaziuns cun passà migratoric, insistind sin il grond dumber d'esters che han inditgà ina lingua nazionala sco lingua principala. Dapi il 2010, l'onn da la midada fundamentala da las metodos da dumbraziun (cf. chap. 2.1), fan ils resultats da l'enquista da structura e quels da l'ELRC 2014 part da las debattas publicas davart la bilinguitad e la plurilinguitad individuala. En Svizra romanda suttastritgan las medias che la plurilinguitad è pli preschenta che quai ch'i para e che quai è in aspect positiv da la societad svizra. En Svizra taliana percenter vegn l'augment da la diversitad linguistica commentà en in tun plitost critic, perquai ch'el sugerescha ina digren dal diever da las linguas nazionalas ed ina perdita da terren dal talian

en confrunt cun l'englais sco lingua da diever regular. E la preschentaziun dals emprims resultats da l'ELRC 2014 en Svizra tudestga metta l'accent sin la plurilinguitad remartgabla en Svizra e tematisescha il diever da las linguas nazionalas ed estras, insistind il medemument sin la vitalitad dals dialects tudestgs.

- b. *Debatta metodologica e politica*: en connex cun las publicaziuns da l'UST observain nus en las medias dumondas e debattas davart la metodologia da las differentas relevaziuns. Ins po constatar dus aspects debattids: l'*emprim* concerna l'inadeguatezza da las enquistas da tegnair quint da la vitalitad da la lingua rumantscha; il *segund* riguarda la vista reductiva sin la definiziun da la lingua principala che impedischa da documentar la plurilinguitad funcziunala dals abitants. L'*emprim* aspect debattì, lantschà da gruppas d'interess rumantschas e derasà da las medias, è sa preschentà en differentas furmas tut tenor il svilup da las dumondas tschentadas e da las modalitads da relevaziun. Il 1990 han ils defensurs dal rumantsch deplorà il spustament discursiv da la „lingua materna“ a la „lingua principala“, argumentond che questa midada intimeschia las personas interrogadas d'inditgar plitost il tudestg (lingua da mintgadi) ch'il rumantsch („lingua dal cor“). La renunzia al term „matern“ haja schizunt accentuà la digren statistica dal rumantsch. La nunpussaihladad d'inditgar fin il 2000 pli ch'ina lingua principala è vegnida criticada fermamain da questa

cuminanza bilingua. Il problem dal nov sistem da la dumbraziun dal pievel (incl. enquista da structura ed ELRC) che na permetta betg da generar cifras represchentativas e significativas sin tut ils nivels geografics e socials per ils pledaders rumantschs vegn era menziunà sporadicamain en las medias. Il *segund* aspect da la debatta metodologica vegn percenter surtut menziunà dals experts, savens dals linguists. Avant las grondas midadas da l'onn 2010 avevan els critigà la vista memia restrictiva sin la lingua principala ed insistì sin l'impurtanza d'eruir las personas bilinguas e plurilinguas. E schebain che la nova pussaihladad d'inditgar pliras linguas principalas vegn considerata sco progress impurtant, èn intgins experts anc adina preoccupads en vista a la formulaziun da la dumonda davart la(s) lingua(s) principala(s): l'orientaziun normativa da questa dumonda a quint d'ina avischinaziun basada sin las praticas linguisticas impedischia da resguardar las numerusas personas plurilinguas en Svizra.

- c. *Transposiziun mediala intscherta*: cun introducir il nov sistem da dumbraziun dal pievel il 2010 stattan a disposiziun a las medias era datas pli complexas. La varietad da las funtaunas da las statisticas linguisticas maina ad ina tscherta confusiun en la preschentaziun da las infurmaziuns en las medias, e la distincziun tranter enquista da structura ed ELRC na para betg adina clera als schurnalists. Ultra da quai na vegn l'augment impurtant da las autras linguas (vul dir linguas betg naziu-

nalas) sco linguas principalas betg adina mess en relaziun cun la gronda midada metodologica en l'enquista da structura, numnadamain cun la pussaihladad d'inditgar pli ch'ina lingua sco lingua principala. Entant ch'il term „lingua principala“ da l'enquista da structura vegn en general duvrà correctamain en las medias, daventa il nov term utilisà per preschentar ils resultats da l'ELRC 2014 – las „linguas da diever regular“ – il tema dad interpretaziuns divergentas. La definiziun uffiziala da l'UST da quest concept include praticas da comunicaziun quotidianas e/u emnilas, receptivas e/u productivas, en plirs contexts. Tscherts products medials utiliseschan en quest connex però savens formulaziuns sco „discurrer“ u „utilisar“ che sugereschan in diever essenzialmain productiv, auters considereschan ils resultats sco cumprova da la plurilinguitad e mettan questa categoria a pèr cun las linguas principalas.

En general mussa l'analisa che las modas da relevaziun statistica, las categorias da linguas (linguas principalas, linguas da diever regular) e las novas dumondas e finamiras da l'ELRC na vegnan betg adina resguardadas u chapidas da las medias. Igl è da supponer che las midadas ed ils spustaments èn memia complexs per vegnir comunicats a moda concisa en il spazi public e medial. Ultra da quai reveleschan las differenzas da rapportar talas infurmaziuns en las differentas regiuns linguisticas ils quists principals da mintga cuminanza linguistica e lur impurtanza sin la tribuna politica.

3

Conclusiun

Dumbrar las linguas, ils pledaders e las praticas linguisticas n'è betg in process neutral. Nossas analisas dal process da producir statisticas linguisticas en Svizra dapi il 19avel tschientaner mussan l'influenza da dumondas sociopoliticas complexas sin la realisaziun, la derasaziun e l'appropriaziun da las cifras. Ultra da quai reveleschan ellas las difficultads praticas e conceptualas che derivan da la necessitad da reducir la diversitad e variabilitad linguistica cun la finmira da furnir infurmaziuns quantificadas.

La producziun da statisticas linguisticas variescha tut tenor facturs socials, politics, geografics ed istorics (cf. Duchêne & Humbert, 2018). Nossas analisas istoriograficas, etnograficas e medialas da la producziun e da la circulaziun da questas statisticas reflecteschan quai che la societad svizra emprova da relevar davart las linguas ed ils dialects en muments precis ed en funcziun dals interess sociopolitics fluctuants. Bandunond ina vista restrictiva, enragischada en ina tradiziun statistica da passa in tschientaner che sa limitava a dumbrar mo ina suletta „lingua materna“ per persuna, emprova la statistica svizra oz da sondar a moda approfondada la diversitad e las praticas linguisticas sco era da resguardar dinamicas linguisticas pli complexas sco il diever da las linguas a la lavur, a chasa u era per il consum da videos en l'internet. Nossas analisas permettan da chapir co che tscherts fenomens linguistics – sco la plurilinguitad individuala e la

diglossia – che restavan invisibels en il passà, èn daventads oz in factur central da la statistica svizra. En quest senn è l'analisa da la producziun da la statistica uffiziala da las linguas e dals dialects in indicatur da midadas socialas pli profundas che surpassa per bler ils interess dals statistichers e las dumondas puramain linguisticas.

Sch'il resguard da fenomens linguistics pli complexs en l'analisa statistica para oz ina necessitad, ha el bain per consequenza ina retscha da sfidas praticas e conceptualas. Quai sa mussa en nossa analisa detagliada da las differentas etappas da l'ELRC 2014. En la fasa da concepziun dal questunari sa tracti surtut da determinar co quantifitgar questa diversitad e fin a tge punct ch'ella è quantifitgabla e tenor tge criteris sco era da definir las linguas, ils dialects ed ils pledaders ch'ins vul resguardar particularmain. Durant la realisaziun da l'enquista sa preschentan autras dumondas, surtut durant las interaccziuns al telefon, nua ch'igl è pussaivel che l'interrogatur e las personas interrogadas na partan betg exnum la medema concepziun da quests fenomens: discurren da las atgnas praticas e/u cumpetenzas linguisticas en la societad vul era dir sa confruntar cun experientschas e puncts da vista differentes e da negoziar implicitamain la desiderabilitad sociala da las respostas. Durant l'elavuraziun da las datas sa mussan autras difficultads sco il fatg ch'ins sto chattar ina moda da dar in senn a questas datas, da furnir re-

sultats d'interess per ils consuments potenzials, resultats relevants e statisticamain signifitgants. Quest process implitgescha era ch'i vala da preferir tschertas cifras e d'ignorar autras.

Independentamain da las modas da dumbrar las linguas mussa nossa analisa dal tractament da las datas en las medias che la publicaziun da las cifras metta sut la marella tscherts aspects e po cuntinuadamain esser l'object da contestaziun e d'instrumentalisaziun sin differentes champs (scientifics, politics, economics, etc.). Las dumondas linguisticas sco quai ch'ellas vegnan tractadas en la statistica uffiziala vegnan concepidas e percepidas sco indicaturs impurtants da temas fundamentals en Svizra sco l'integraziun dals esters, ils moviments migratorics interns ed externs, l'instrucziun da linguas en scola, la diversitad culturala u era la defensiun da la coesiun naziunala. Entant che la publicaziun da las cifras necessitescha da preferir tschertas dimensiuns sociolinguisticas en confrunt cun autras, mussa lur appropriaziun – u lur instrumentalisaziun – en il spazi public quant enavant che las differentas gruppas d'interess contesteschan u sustegnan questas statisticas per transmetter in messadi politic e/u scientific.

En quest senn permetta nossa retschertga da chapir che davos las cifras che nus inscuntrain mintga di, sa zuppan sfidas che van lunsch sur il rom puramain scientific ed il simpel problem da la dumbraziun ora. Empruvond da chapir co ch'ins definescha quai che quinta sco „francofon“, „pluriling“ u „dialectofon“, avain nus analisà ina vart main enconuschenta da la construcziun dal maletg da la naziun helvetica: sia diversitad

linguistica sco quai ch'ella vegn dumbrada uffizialmain, derasada e finalmain appropriada en il spazi public.

Hinter den Kulissen der Quantifizierung von Sprachen

Executive Summary

—
Alexandre Duchêne, Renata Coray und Philippe Humbert

1

Kontext, Ziele und Methoden

Sprachenerhebungen, die im Rahmen der eidgenössischen Volkszählung stattfinden, sind eine wichtige Grundlage für die Darstellung der schweizerischen Mehrsprachigkeit. Die offiziellen Sprachenstatistiken sind in einer mehr als 150-jährigen Tradition verankert und dienen der Definition der sprachlichen Zusammensetzung des Landes. Mithilfe dieser Statistiken ermitteln die Behörden unter anderem den Verlauf der Sprachgrenzen und beobachten die demografische Entwicklung der Sprachgemeinschaften. In der Schweiz werden solche Zahlen regelmässig publiziert und von unterschiedlichen sozialen Akteurinnen und Akteuren konsultiert. Sie sind Teil unserer wissenschaftlichen, medialen und politischen Landschaft und zuweilen Gegenstand intensiver politischer und wissenschaftlicher Debatten, in denen unterschiedliche Auffassungen, beispielsweise von „französischsprachig“, „mehrsprachig“ oder „dialektsprechend“, zutage treten. Letztendlich befassen sie sich mit einer wichtigen Eigenheit der Schweiz: mit ihrer sprachlichen Vielfalt, die auch das nationale Imaginäre und gewisse Vorstellungen zum gesellschaftlichen Zusammenhalt prägt.

Der Ausgangspunkt dieser Arbeit ist nicht im eigentlichen Sinn statistisch, sondern primär soziolinguistisch. Die Zahlen zeigen ein bestimmtes Bild der Schweiz, werfen aber gleichzeitig auch eine Reihe von linguistischen und politischen Fragen auf. Um Sprachpraktiken zu quantifizieren,

müssen wir bekanntlich festlegen, was als Sprache zählt und was nicht, und aus komplexen soziolinguistischen Phänomenen zählbare Einheiten machen.

Das Zählen von Sprachen ist kein neutraler Prozess. Es impliziert methodologische Entscheidungen, die auf bestimmten Sprachkonzepten basieren, über die sich auch die Linguistik nicht einig ist (was ist eine Sprache? was unterscheidet den Dialekt vom Standard? was ist Mehrsprachigkeit? usw.). Diese Entscheidungen haben Auswirkungen. In Abhängigkeit davon, welche Fragen wir stellen, wie wir sie formulieren und wie wir die Daten erheben und verarbeiten, tragen die erhaltenen Statistiken dazu bei, gewisse Gruppen oder Praktiken sichtbar zu machen oder aber sie aus der Sprachenlandschaft der Schweiz verschwinden zu lassen.

Mit diesem Projekt (durchgeführt 2014–2017 am wissenschaftlichen Kompetenzzentrum für Mehrsprachigkeit in Freiburg/Fribourg) haben wir daher versucht, das Zählen von Sprachen, Sprecherinnen und Sprechern und Sprachpraktiken besser zu verstehen. Wir haben untersucht, was sich hinter den Zahlen verbirgt, die wir als Bürgerinnen und Bürger, Forschende, Medienschaffende oder als Politikerinnen und Politiker immer wieder konsultieren.

Wir haben untersucht, welche Überlegungen im Laufe der Geschichte den Erhebungen von Sprachenstatistiken vorangehen, welche Konzepte von Mehrsprachigkeit, Spra-

chen und der Sprache an sich in der Vorbereitung und Durchführung einer solchen Umfrage erkennbar sind und mit welchen Herausforderungen Personen konfrontiert sind, die die Fragen beantworten, und diejenigen, die die Antworten auswerten. Schliesslich haben wir untersucht, wie die von den Behörden publizierten Zahlen in wichtigen öffentlichen Einflussbereichen, insbesondere in Medien und Politik, zirkulieren und wie sie genutzt und/oder angezweifelt werden.

Unsere Forschung, deren wichtigste Resultate wir in dieser Synthese vorstellen, beinhaltet drei Untersuchungsachsen. Die *historiografische* Achse beleuchtet die wichtigsten Etappen der Geschichte der eidgenössischen Sprachenstatistiken. Die *ethnografische* Achse untersucht, wie eine statistische Erhebung zu Sprachen ausgearbeitet wird. Dazu sind die verschiedenen Schritte einer zeitgenössischen Erhebung dokumentiert und analysiert worden (Erstellen des Fragebogens, Durchführung der Umfrage, Verarbeitung der Daten). In der *Medienanalyse* haben wir schliesslich die unterschiedlichen Aneignungen der Resultate in der Öffentlichkeit untersucht.

Das *erste Korpus*, die historiografischen Daten (von der Veröffentlichung der ersten Sprachenstatistik in der Schweiz im Jahr 1850 bis heute), setzt sich aus Archivaldokumenten, amtlichen Veröffentlichungen von Regierung und Parlament der Schweiz (Bundesblatt, Amtliches Bulletin der Bundesversammlung usw.) und aus Publikationen des Bundesamtes für Statistik (BFS) (methodologische Berichte, Volkszählungsmaterial usw.) zusammen. Zudem haben wir das Korpus ergänzt durch Gespräche mit

Expertinnen und Experten, die Volkszählungen durchgeführt oder diese begleitet haben. Ausgehend von Textanalysen (Bauman & Briggs, 1990; Park & Bucholtz, 2009) haben wir die unterschiedlichen Formulierungen und Definitionen in den Sprachenfragen der Volkszählungen systematisch untersucht. Des Weiteren haben wir die Debatten und Expertisen analysiert, die zu einer Änderung bestimmter Formulierungen oder der Methode der Datenerhebung geführt haben.

Das *zweite Korpus* umfasst die ethnografischen Daten, die wir während unserer Feldforschung erhoben haben. Diese bestand darin, die Umsetzung einer neuen Sprachenstatistik zu begleiten und zu dokumentieren: die Erhebung zur Sprache, Religion und Kultur (ESRK). Diese Erhebung ist Teil einer Serie methodologischer Neuerungen im BFS. Seit 2010 wird die traditionelle zehnjährliche Volkszählung durch ein neues System der Datenerhebung ersetzt, das mehrere Quellen und Methoden verbindet. Über die Registerzählung und die Strukturerhebung (Erhebung mit jährlicher Stichprobe) hinaus führt das BFS jedes Jahr eine vertiefte thematische Analyse durch. 2014 hat es zum ersten Mal die ESRK umgesetzt, die alle fünf Jahre wiederholt wird. Ein wichtiger Teilbereich dieser Erhebung befasst sich mit den Sprachen in der Schweiz. Wir hatten die Gelegenheit, die Ausarbeitung und Umsetzung der Erhebung als teilnehmende Beobachterinnen und Beobachter mitzuverfolgen (wir waren mehrmals beratend tätig und haben dem BFS periodisch Berichte geliefert). Die analysierten Daten bestehen aus Notizen zu den Sitzungen mit dem BFS, aus Fokusgruppen,

während denen die Befragenden und Befragter sowie die Supervisoren des Umfrageinstituts ihre Arbeitsmethoden erklärten, aus Notizen der Forschenden, die während 150 Telefoninterviews neben den Befragenden und Befragten saßen, sowie aus institutionellen Dokumenten in Zusammenhang mit der Ausarbeitung und Durchführung der Umfrage. Weiter konnten wir die 150 Telefoninterviews (in Französisch, (Schweizer-)Deutsch und Italienisch) aufnehmen und anschliessend transkribieren. Zudem konnten die kodierten Antworten in der Datenbank des BFS mit den Telefoninteraktionen verglichen werden. Ausgehend von den Daten dieses zweiten Korpus haben wir die Herausforderungen untersucht, die sich für die involvierten Personen während der Konzeption, der Durchführung und der Auswertung der Umfrage ergeben haben, wobei wir hierfür auf die Instrumente der verbalen Interaktionsanalyse (Traverso, 2008) und der ethnografischen Analyse von Umfragen (Cicourel, 1964; Merry, 2016) zurückgegriffen haben.

Das *dritte Korpus*, die Mediendaten, umfasst vor allem Presseartikel, die in den Archiven des BFS und in anderen Pressearchiven aufbewahrt sind. Das Medienkorpus stammt aus der Zeitspanne zwischen 1990 (Zeitpunkt einer deutlichen Erweiterung der Sprachenfrage in der Volkszählung, vgl. unten) und heute (inklusive Rezeption der ESRK 2014). In das Medienkorpus zu den Resultaten der ESRK 2014 sind auch Fernseh- und Radioberichte aufgenommen worden. Diese Daten, in welchen sich Interessen von Politik, Medien und Öffentlichkeit

kreuzen, haben wir einer an Foucault orientierten Diskursanalyse unterzogen (Keller, 2011). Wir haben untersucht, welche Aspekte der Resultate des BFS von den Medien (nicht) ausgewählt wurden und von der Öffentlichkeit (nicht) rezipiert wurden. Des Weiteren haben wir untersucht, wie diese thematische Auswahl behandelt und wie die Resultate von den Medienakteuren interpretiert wurden, um uns schliesslich darauf zu konzentrieren, wie die Verbreitung der Resultate von den verschiedenen Interessengruppen aufgenommen wurde.

Dieses Vorgehen¹ und die Fragestellungen unserer Studie erlauben eine soziolinguistische Lektüre von Sprachenstatistiken. Diese beleuchtet die konzeptionellen Herausforderungen des Zählens von Sprachen und Sprechenden und lässt die politische Dimension von Sprachenerhebungen erkennen – insbesondere in einem Land, in dem die Sprachenvielfalt wesentlich zur Konstruktion des nationalen Selbstverständnisses beiträgt.

1 Für ausführlichere Informationen zur Methode vgl. Duchêne, Humbert & Coray, 2018.

2 Übersicht der Untersuchungsergebnisse

2.1 Geschichte der offiziellen Sprachenstatistik in der Schweiz

Historische Entwicklung der Modalitäten der sprachstatistischen Erhebungen

Das BFS wird 1860 offiziell als „Eidgenössisches Statistisches Bureau“ gegründet, mit dem Auftrag, quantitative Erhebungen über Entwicklung und Stand der Bevölkerung zu liefern (siehe Busset, 1993; Jost, 2016, zur Geschichte der Statistiken und Volkszählungen in der Schweiz). Seither wurden mehrere Vorgehensweisen beim Zählen der Sprachen angewandt. Die ersten Statistiken werden ausgehend von der Sprache der Gemeinde (1850, vor der offiziellen Einrichtung des BFS) und der in den Haushalten gesprochenen Sprache erstellt (1860-1870). 1880 wird eine Frage zur „Muttersprache“ in die Volkszählung aufgenommen und systematisch und individuell an alle Einwohnerinnen und Einwohner gestellt. Diese Frage wird (mit Varianten in der Formulierung, vgl. unten) bis 1980 in der eidgenössischen Volkszählung beibehalten. Seit 1990 wird sie durch zwei zusätzliche Fragen ergänzt, welche die Sprachpraktiken zu Hause und an der Arbeit bzw. Ausbildungsstätte betreffen. 2010 wird die Voll-

erhebung aufgegeben und durch eine jährliche Strukturhebung ersetzt, bestehend aus einer Stichprobe von mindestens 200 000 Individuen ab 15 Jahren, die einen Fragebogen auszufüllen haben. Die Fragen zur Sprache werden in der Strukturhebung beibehalten, und 2014 wird eine thematische Erhebung (die ESRK) durchgeführt, um die Sprachpraktiken in der Schweiz detaillierter zu dokumentieren.

Diese unterschiedlichen Vorgehensweisen zur Erhebung von Sprachenstatistiken führen zu unterschiedlichen Fokussierungen und lassen bestimmte Sprechergruppen sichtbar oder weniger sichtbar werden. Das Zählen von Sprachen anhand der kommunalen Amtssprache ist problematisch in Gemeinden mit Einwohnerinnen und Einwohnern unterschiedlicher Sprache (namentlich in Regionen an der Sprachgrenze). Eine Erhebung der Sprachen ausgehend von Haushalten verunmöglicht es ihrerseits, die zahlreichen Sprecherinnen und Sprecher zu berücksichtigen, die beispielsweise in einem deutschsprachigen Haushalt leben, aber eine andere Sprache, z. B. Italienisch oder Rätoromanisch, sprechen. Erst die eidgenössische Volkszählung ab 1880 ermöglicht eine Berücksichtigung dieser Bevölkerungsgruppen. Das neue Volkszählungssystem mit Strukturhebungen ab 2010 bringt neue Herausforderungen aufgrund der Methode der Stichprobenerhebung mit

sich, insbesondere für kleine Sprachgruppen (siehe Coray, 2017a und 2017b, zum Rätoromanischen). Dasselbe gilt für die ESRK, die auf einer noch kleineren Stichprobe beruht.

Historische Entwicklung der Fragen zu den Sprachen

Nicht nur die Vorgehensweisen bei der Datenerhebung, sondern auch die Formulierung der Fragen zu den Sprachen wurden mit der Zeit verändert. In unseren historiografischen Untersuchungen haben wir verschiedene Etappen bei der Formulierung ausgemacht, die wir im Folgenden kurz beschreiben.

Die Erhebung der „Muttersprache“ ab 1880 fällt mit der Erhebung individueller Daten zur Sprache zusammen. Der Gebrauch des Begriffs „Muttersprache“ steht mit dem politischen Interesse in Zusammenhang, die Sprache mit der Herkunft der Antwortenden zu verbinden. Von Anfang an verfolgt die Frage nach der „Muttersprache“ denn auch das Ziel, Einheimische und Ausländer aus verschiedenen Sprachgebieten zu erfassen. Die Frage nach der „Muttersprache“ zeugt zudem von einer monolingualen und monovarietalen Konzeption: Die Antwortenden konnten (bis 2010) nur eine einzige Sprache angeben und ausserdem nicht zwischen Dialekt und Standardsprache unterscheiden. Zahlreiche Zwei- oder Mehrsprachige waren dadurch gezwungen, bei der Angabe ihrer Sprache eine Wahl zu treffen. Noch mehr Schwierigkeiten verursacht die Frage in Kontaktgebieten von zwei oder drei Sprachen, beispielsweise im Norden des Kantons Bern oder in den

Kantonen Jura und Graubünden. Eine erste Definition von „Muttersprache“ ist 1900 nur in der französischen Version der Volkszählungsformulare zu finden. In der Volkszählung von 1910 wird „Muttersprache“ erstmals einheitlich und für alle definiert. Die Charakteristiken des Konzepts werden präzisiert, und die „Muttersprache“ wird beschrieben als Sprache, „in welcher man denkt und deren man sich in seiner Familie und im häuslichen Verkehre am liebsten bedient, weil sie einem am geläufigsten ist“. 1950 wird die „Muttersprache“ neu definiert (mit weniger Kriterien) als „Sprache, in der man denkt und die man am besten beherrscht“. Damit wird das Anliegen konkretisiert, anhand dieser Frage auch den Grad der individuellen sprachlichen Integration überprüfen zu können: Eine Person, die (Schweizer-)Deutsch sprechend aufgewachsen ist und in ein französischsprachiges Gebiet umzieht, könnte so identifiziert werden, wenn man davon ausgeht, dass sie – selbst wenn sie sich auf Französisch ausdrückt – noch immer auf (Schweizer-)Deutsch denkt. Es wäre aber möglich, dass dieselbe Person nach einer gewissen Zeit auf Französisch zu denken beginnt, somit ihre Sprache wechselt und sich an die sprachliche Mehrheit ihres Umfelds „assimiliert“ – um einen Begriff aufzunehmen, der bereits damals verwendet wurde. In der Schweiz wurde versucht, anhand der Sprache des *Denkens* (betrachtet als Sprache, die man besser beherrscht als alle anderen) die Kräfteverhältnisse zwischen den lange als homogen und einsprachig erachteten Sprachgemeinschaften zu erfassen.

Auch in der aktuellen Strukturhebung wird diese Definition noch verwendet. Aus statistischer Sicht garantiert die relative Stabilität der Definition eine gewisse Kontinuität der während einer längeren Zeitspanne erhobenen Daten, sie ermöglicht die Vergleichbarkeit der Resultate über mehr als hundert Jahre statistischer Erhebungen hinweg. Die verwendete Terminologie jedoch wird 1990, auf Anregung von Expertinnen und Experten aus Politik und Wissenschaft, geändert. Diese sind der Auffassung, dass der Begriff der „Muttersprache“ zu vermeiden sei, da er zu viele Emotionen auslöse und nicht die tatsächlichen Praktiken der Individuen, sondern vielmehr deren familiäres Zugehörigkeitsgefühl erfasse. Der Begriff der „Hauptsprache“ wird dem der „Muttersprache“ vorgezogen. Gleichzeitig werden zwei Fragen hinzugefügt: zu den Sprachen, die „zu Hause, mit den Angehörigen“ und „in der Schule, im Erwerbsleben, im Beruf“ regelmässig gesprochen werden. Dies liefert erstmals Resultate zur Mehrsprachigkeit und zur Diglossie, da die Antwortenden die Möglichkeit haben, ihren Sprachgebrauch zu differenzieren, indem sie eine oder mehrere Standardsprachen sowie einen oder mehrere Schweizer Dialekte angeben können. Die Einführung dieser beiden Fragen steht auch in Zusammenhang mit dem politischen Willen, die Bedeutung der Mehrsprachigkeit in der Schweiz wissenschaftlich und politisch zu unterstützen. Dennoch bleibt die erste Frage nach der Hauptsprache im Singular, sodass die Antwortenden sich nicht als Zwei- oder Mehrsprachige *erklären* und definieren können. Erst 2010 wird es möglich, in der Strukturhebung mehr als eine

Hauptsprache aufzuführen, was die Menge der statistischen Daten vergrössert, die zur Mehrsprachigkeit verfügbar werden.

Die wachsende Mobilität führt zu einer Zunahme der Sprachkontakte, und die Zahlen zur individuellen Mehrsprachigkeit stossen auf immer mehr Interesse. Die Diversifizierung der statistischen Erhebungsmethoden des BFS, die auch dank technologischer Entwicklungen möglich ist, zeugt von der Absicht, gesellschaftliche Veränderungen wie Mehrsprachigkeit und Diglossie – die vermehrt auch Gegenstand wirtschaftlicher und politischer Debatten sind – vertiefter quantitativ zu untersuchen.

Dieser kurze historische Überblick verdeutlicht, wie sehr die Entwicklung der Sprachenstatistik in der Schweiz die gesellschaftliche und politische Ideengeschichte zu Sprachen spiegelt. Die Art und Weise, wie Daten erhoben werden, die Terminologie, die Definition der Sprache oder auch Anzahl und Reihenfolge der Fragen produzieren Effekte – nicht nur rechnerische, sondern auch inhaltliche, indem sie eine bestimmte Art von Sprachenlandschaft sichtbar machen und damit auch eine bestimmte Vorstellung des Landes bzw. des nationalen Imaginären und bestimmte politische Debatten unterstützen (siehe Humbert, 2018, zu kartografischen Vor- und Darstellungen von Sprache). Die Diversifizierung der schweizerischen Sprachenlandschaft macht das Sprachenzählen komplexer. Deshalb stellt die neue Erhebung ESRK einen neuartigen Untersuchungsgegenstand dar, der uns unmittelbaren Zugang zur Ausarbeitung einer statistischen Erhebung bietet.

2.2 Die Herausforderungen einer neuen offiziellen statistischen Sprachenerhebung

Die ESRK 2014 setzt die oben dargestellten Entwicklungen fort: Sie ist mithilfe von *computer-assisted telephone interviews* (CATI) bei einer Stichprobe von rund 16 500 Personen durchgeführt worden und hat zum Ziel, die Vielfalt der Sprachpraktiken in der Schweiz zu quantifizieren. Als Ergänzung zur Strukturhebung ermöglicht die ESRK die Untersuchung weiterer Fragestellungen und damit einen Überblick über die Sprachpraktiken in verschiedenen gesellschaftlichen Bereichen: Es geht nicht mehr nur darum, den Individuen eine oder mehrere Sprachen zuzuordnen und sie in einem Sprachgebiet zu lokalisieren, sondern eine Vielzahl an produktiven und rezeptiven mehrsprachigen Praktiken in der schweizerischen Gesellschaft zu dokumentieren. In diesem Sinn ist die ESRK das Ergebnis der Anerkennung der Wichtigkeit von Sprachensstatistiken für die Schweiz und kann gleichzeitig ein dynamischeres Bild der sprachlichen Praktiken aufzeigen. Sie bietet eine einzigartige Gelegenheit, die verschiedenen Herausforderungen zu erforschen, mit welchen sich die an der Umsetzung Beteiligten konfrontiert sehen. Im Folgenden werden wir die wichtigsten Spannungsmomente der verschiedenen Umsetzungsetappen aufzeigen: bei der Konzipierung der Erhebung, der Durchführung und der statistischen Auswertung der Daten.

Die Konzipierung der ESRK 2014

Die Auswahl der Fragen und ihre Formulierung sind das Ergebnis zahlreicher Diskussionen innerhalb des BFS, aber auch zwischen sozialen Akteuren aus verschiedenen institutionellen, wissenschaftlichen und/oder politischen Bereichen (Migration, Kultur, Bildung usw.). Der definitive Fragebogen ist folglich das Produkt eines komplexen Prozesses, in dem die Verantwortlichen des BFS sowohl die verschiedenen (zuweilen divergierenden) Interessen als auch die technischen und materiellen Rahmenbedingungen (Durchführungszeit und damit verbundene Beschränkung der Anzahl Fragen, Modalität der Durchführung am Telefon und damit verbundene Sicherstellung des gegenseitigen Verständnisses usw.) zu berücksichtigen hatten. Letztlich sind die gestellten und behandelten Fragen das Resultat solcher Rahmenbedingungen, Interessen und zahlreicher Zusammenarbeiten.

Eine Untersuchung dieser komplexen Zusammenhänge lässt drei grosse konzeptionelle Herausforderungen bei der Ausarbeitung des Fragebogens erkennen:

- a. *Die Erhebung der individuellen Mehrsprachigkeit*: Eine wiederkehrende Problematik bei der Ausarbeitung des Fragebogens war die Frage, wie viele Sprachen von den Antwortenden als relevant für ihr sprachliches Repertoire angegeben werden können („Hauptsprache(n)“ und „bekannte Sprachen“). Das Ziel der ESRK, die Sprachpraktiken zu erfassen, veranlasst die Fachleute des BFS zur Dokumentation der Mehrsprachigkeit und folglich

dazu, den Schwerpunkt auf die Sprachenvielfalt in der Schweiz zu legen und die Antwortenden nicht einsprachiger zu machen als sie sind. Dennoch sind während der Ausarbeitung der Erhebung mehrere Fragezeichen aufgetaucht, welche den Grad der Öffnung gegenüber der Mehrsprachigkeit betreffen. Dabei ging es um die Art und Weise, wie gewisse Fragen gestellt werden sollen (die „Hauptsprache“ oder die „Hauptsprachen“, Grad der Kompetenz in den „bekannten Sprachen“), um praktische Auswirkungen (insbesondere bezüglich Durchführungszeit) einer maximalen Öffnung für mehrere Sprachen (ohne Beschränkung der Anzahl Sprachen) und um mögliche Gefahren einer zu offenen Formulierung, welche die Antwortenden in übertriebenem Masse als mehrsprachig erscheinen liesse. Angesichts dieser Fragezeichen wurde ein Kompromiss gefunden, indem der Fragebogen in zwei Schritten eröffnet wurde. Zuerst wurde die Frage nach der „Hauptsprache“ in der Mehrzahl und ohne Einschränkung der Anzahl Sprachen gestellt, wobei eine Definition beibehalten wurde, die derjenigen aus der Strukturhebung ähnlich ist. Damit sollte verhindert werden, dass die Antwortenden zu viele angeblich beherrschte Sprachen aufzählen, ohne sie jedoch dazu zu drängen, nur eine einzige zu nennen. In einem zweiten Schritt wurde eine Frage zu den „bekannten Sprachen“ hinzugefügt, um die funktionale Mehrsprachigkeit dokumentieren zu können. Deren offenere Formulierung

ermöglicht es den Antwortenden, die Sprachen aufzulisten, die sie mehr oder weniger gut beherrschen.

- b. *Die Unterscheidung von Dialekt und Standardsprache*: In den italienisch- und deutschsprachigen Regionen sind Dialekte Teil der Alltagspraktiken. In öffentlichen und politischen Debatten wird die Verwendung des Dialekts zuweilen als Bedrohung des nationalen Zusammenhalts wahrgenommen, aber gleichzeitig auch als lebendiges nationales Kulturerbe und Merkmal der Identität, das aus Respekt gegenüber der Vielfalt kultiviert werden soll. Bereits seit 1990 findet sich der Dialekt als mögliche Antwortkategorie im Fragebogen der Volkszählung. Daher ist auch für die ESRK beschlossen worden, den Dialekt als Antwortmöglichkeit bei zahlreichen Fragen einzuführen. Um möglichst zuverlässige Informationen über den Dialekt zu erhalten, muss jedoch die Unterscheidung zwischen „Standard“ und „Dialekt“ klar sein und sind alle befragten Personen entsprechend zu informieren. Um dies zu gewährleisten, sind im Skript des Fragebogens weiterführende Fragen eingeführt worden, die aktiviert werden, wenn Deutsch (oder Schweizerdeutsch) oder Italienisch (oder Dialekt) als „Hauptsprache“ und/oder „bekannte Sprache“ genannt werden. Diese Fragen erbitten von den Antwortenden eine Präzisierung, ob es sich um Dialekt, Standard oder beides handle.

c. *Niveau der Sprachkompetenzen vs. Häufigkeit und Domänen des Gebrauchs*: Die Unterscheidung zwischen Kompetenzen und Verwendungshäufigkeit war ein zentrales Diskussions-thema bei der Ausarbeitung des Fragebogens. Die Vertreterinnen und Vertreter aus dem Bildungs- und Migrationsbereich sowie Sprachorganisationen wünschten statistische Informationen zu den Sprachkompetenzen, insbesondere auch um mehr über gesellschaftliche Integrationsfragen zu erfahren. Verschiedene Möglichkeiten wurden in Betracht gezogen, um die Niveaus der Sprachkompetenzen zu ermitteln. Sie alle waren aber mit Schwierigkeiten verbunden (Subjektivität von Selbstevaluationen und grosser Zeitaufwand für genaue Kompetenzfragen). Es wurde daher entschieden, auf die Erhebung von Kompetenzen zu verzichten und sich auf die Häufigkeit des Gebrauchs zu konzentrieren, die differenzierte Angaben zur funktionalen Mehrsprachigkeit ergibt.

Trotz der grossen Anzahl Fragen, die in einer thematischen Untersuchung gestellt werden können, verlangt die Ausarbeitung des Fragebogens unumgänglich eine Selektion aus einer Vielzahl möglicher Themen. Um diese vorzunehmen, musste zwischen den Interessen und Bedürfnissen der Statistikerinnen und Statistiker, der mit der wissenschaftlichen Begutachtung beauftragten Institution (der wir angehören) und weiterer Interessengruppen (z. B. EDK, BAK, SEM) abgewogen werden. Die thematische Auswahl kann daher als Resultat dieser Dis-

kussionen und Interessenabwägungen betrachtet werden. Zugleich zeigt sie auch auf, welcher Platz den Sprachen in unserer Gesellschaft zukommt. Die Schwerpunkte Arbeit und Medien (inklusive soziale Medien) sind ein Beispiel dafür.

Die Erarbeitung eines Fragebogens zu Sprachen und Dialekten ist keine einfache und eindeutige Aufgabe. Sie erfordert eine Reihe von Entscheidungen, die keineswegs neutral sind und die Folgen haben. Die Debatten, die sie auslösen, sind Ausdruck von Fragen, die über die Erhebung hinausreichen. Sie verweisen sowohl auf gesellschaftliche Transformationen als auch auf unterschiedliche Bilder, welche die Behörden und verschiedene Interessengruppen zu den sprachlichen Praktiken der Bevölkerung vermitteln möchten.

Durchführung der Umfrage

Der fertiggestellte Fragebogen wird in ein Informatiksystem aufgenommen, das den Befragerten und Befragern als Kommunikationsskript dient, um die Fragen vorzulesen und die Antworten zu erfassen. Diese Phase der Erhebung ist ein wichtiger Moment, in dem sich verschiedene Interpretationsrahmen treffen: diejenigen der Fragenden und diejenigen der Antwortenden. In den Diskussionen zwischen den Befragerten und Befragern und während der Aushandlungsprozesse am Telefon wird deutlich, dass die Interpretation der Fragen mit verschiedenen – konvergierenden oder divergierenden – Auffassungen von Sprachen, Dialekten und Mehrsprachigkeit zusammenhängt. Eine Analyse der Durchführung der Telefoninterviews kann also die

Komplexität des Verstehens und Interpretierens solcher Fragen aufzeigen.

- a. *Verständnis, Interpretation und Sprachideologien der Teilnehmenden*: Was für die Antwortenden und die Befragerten und Befragere als „Hauptsprachen“ zählt, ist beeinflusst von ihrer Sprachideologie – aber auch von ihrer Interpretation der sozialen Erwünschtheit möglicher Antworten. Wir haben für ein und dieselbe Frage Interpretationen beobachtet, die von einem restriktiven, oft einsprachigen Ansatz der Hauptsprache als Sprache, die man am besten beherrscht, bis zur offenen Konzipierung als Sprachen des Gebrauchs (d. h. als Sprachen, die am häufigsten verwendet werden) reichen. In den Interaktionen sind diese Interpretationen auch Gegenstand von Verhandlungen geworden: Ein Befragter oder eine Befragere kann die interviewte Person beispielsweise dazu anregen, mehrere Sprachen zu nennen, in anderen Fällen hingegen auch davon ausgehen, dass die antwortende Person kaum mehrere Sprachen beherrscht. Vergleichbares gilt für die Antwortenden, welche Sprachen unerwähnt lassen, die eigentlich in die Kategorie der „Hauptsprachen“ gehören würden, oder welche die Frage als Aufforderung verstehen, sämtliche Sprachen aufzulisten, die Teil ihres Sprachenrepertoires sind.
- b. *Lebensgeschichten als Antworten*: Nicht selten erzählen Interviewte den Befragerten und Befragern Bege-

benheiten aus ihrem Leben, wenn sie nach ihren Sprachen gefragt werden. Solche Interaktionssequenzen zeigen auf, dass Sprechen über sprachliche Praktiken oft einhergeht mit Sprechen über Erfahrungen, soziale Situationen und – in der Regel nicht gradlinige – Lebensläufe. Sie zeigen auch, dass Sprachen mit sozialen Beziehungen zusammenhängen, die oft von Emotionen oder gemischten Gefühlen geprägt sind. Solche Lebensgeschichten als Antworten signalisieren die Schwierigkeit, Fragen zu Sprachen lediglich mit einer Liste zu beantworten. Dies erschwert die Aufgabe der Befragerten und Befragere, welche die Informationen aus diesen Erzählungen filtern müssen.

- c. *Interpretative Spielräume, die von der Komplexität der Sprachpraktiken in der Gesellschaft zeugen*: Unsicherheiten und Missverständnisse in den Interaktionen sind nicht auf „schlechte“ Fragen zurückzuführen. Im Gegenteil, unsere Analysen zeigen, dass diese konstitutiver Teil der Komplexität gesellschaftlicher Sprachpraktiken sind. Die Schwierigkeit einiger antwortender Personen beispielsweise, zwischen Dialekt und Standardsprache zu unterscheiden, ist bezeichnend für ihre Konzeption und Wahrnehmung einer Unterscheidung oder Nichtunterscheidung der beiden Varietäten (vgl. oben) und der politischen, identitären oder kulturellen (Un-)Wichtigkeit einer solchen Unterscheidung. Des Weiteren kann festgestellt werden, dass die Antwortenden bei Fragen zu ihren Sprach-

praktiken an der Arbeit dazu tendieren, die rezeptiven Praktiken (wie das Verstehen von Konversationen in anderen Sprachen oder Dialekten) wegzulassen. Diese Antworten geben somit eher Auskunft über die hierarchisierende Konzeption der Sprachpraktiken der Antwortenden als über ihren tatsächlichen Sprachgebrauch.

Die Interpretationslogiken, die die Interaktionen prägen, und die Gespräche während der Befragung werden in den Schlussresultaten zwangsläufig weggelassen. Im Kodierungsprozess müssen die Befragterinnen und Befragter eine Vielzahl von Informationen an die vorbestimmten Einträge des Fragebogens anpassen. Diese notwendigerweise interpretatorische Dimension, die von der gemeinsamen Sinnkonstruktion der Teilnehmenden zeugt, stellt die Erhebung als solche nicht grundsätzlich infrage. Für uns als Soziolinguistinnen und -linguisten bietet sie vielmehr Zugang zur Art und Weise, wie die betreffenden Akteure die Fragen interpretieren, und zu ihren Konzeptionen von Sprache und sprachlichen Praktiken, welche auf die in unserer Gesellschaft vorhandenen Sprachideologien verweisen.

Die statistische Auswertung der Daten

Auf die Erhebung der Daten folgt deren Auswertung. Im Laufe dieses komplexen Prozesses stellen sich verschiedene Fragen, die bezeichnend sind für das Quantifizieren von Sprachen. Die Verarbeitung der Rohdaten erfordert eine Reihe von Entscheidungen: Selektion (welche Daten

können verwendet werden?), Kategorisierung (welche Daten können zusammengefasst, getrennt usw. werden?) und Perspektivierung (welcher Sinn kann den Zahlen gegeben werden und welche Daten sind hervorzuheben?). Diese Prozesse werden wir im Folgenden kurz beschreiben und dabei die Herausforderungen der einzelnen Etappen beleuchten:

- a. *Selektion der Daten:* Jede quantitative Verarbeitung setzt voraus, dass die verfügbaren Zahlen statistisch relevant sind. Einige erhobene Daten konnten daher nicht ausgewertet werden, da die Anzahl Antworten zu gering war. Dies war beispielsweise der Fall für viele Antworten zum Rätoromanischen. Im Übrigen erwiesen sich gewisse Fragen im Nachhinein als schwierig auswertbar, dies nicht aus statistischen, sondern aus konzeptionellen Gründen. Dazu zählt die Frage nach den sprachlichen Hindernissen, die nicht systematisch den am stärksten betroffenen Personen gestellt wurde. Wurde sie gestellt, taten sich einige Befragte schwer damit, Kommunikationsprobleme bei Arztbesuchen oder in anderen mehr oder weniger formalen Kontexten zuzugeben. Des Weiteren konnten die von dieser Problematik am stärksten betroffenen Bevölkerungsgruppen nicht erreicht werden, da sie nicht in der Lage waren, ein Telefoninterview auf (Schweizer-)Deutsch, Französisch oder Italienisch zu geben.
- b. *Kategorisierung der Daten:* Bei den erhobenen Daten muss entschieden

werden, welche zusammengefasst und welche getrennt behandelt werden sollen. Dazu ist eine Kategorisierungsarbeit erforderlich, die gewisse gesellschaftliche Konzeptionen von Sprache in den Vordergrund treten lässt. Daten zu Standard und Dialekt wurden beispielsweise in einer ersten Publikation zur ESRK zusammengefasst (für bestimmte Einträge galten Dialekt und Standard als eine einzige Kategorie). Hingegen wurden sie explizit getrennt ausgewertet in einem zweiten Bericht, der Schweizerdeutsch und Hochdeutsch in der Schweiz behandelte. Um das mehrsprachige Repertoire der Antwortenden zu ermitteln, wurde zudem die neue Kategorie der „regelmässig verwendeten Sprachen“ geschaffen, welche die Antworten zu mehreren Fragen zusammenfasst, unter Berücksichtigung der Häufigkeit des Gebrauchs („täglich oder fast täglich“ und „mindestens einmal pro Woche“, unabhängig davon, ob es sich um rezeptive oder produktive Verwendungen handelt). Mit dieser neuen Kategorie kann das Problem einer auf den „Hauptsprachen“ basierenden Definition der Mehrsprachigkeit umgangen und die Lebendigkeit der mehrsprachigen Praktiken in der Schweiz gezeigt werden. Einige „regelmässig verwendete Sprachen“ wurden systematisch untersucht, wie beispielsweise Englisch, andere wurden aufgrund ihrer geringen Anzahl von Sprecherinnen und Sprechern in der Kategorie „andere“ subsumiert oder waren in weiteren Fällen nicht zählbar, da sie im Kodierungsprozess nicht erfasst wurden.

- c. *Perspektivierung der Daten:* Die Kategorisierung der Sprachen, der Sprecherinnen und Sprecher und ihrer Repertoires, aber auch die Entscheidung darüber, welche Thematiken vertieft werden sollen, stellen eine Einordnung und Perspektivierung der Resultate dar, die grundlegend mit dem Auftrag und den Leitprinzipien der öffentlichen Statistik in der Schweiz verbunden sind. Dadurch entstehen Fokussierungseffekte, die wiederum Sinneffekte produzieren, was verdeutlicht, dass Statistikerinnen und Statistiker nicht isoliert arbeiten, sondern Teil der gesellschaftlichen Debatten sind und auch von diesen abhängen. Die Entscheidung, zwei thematische Berichte zu verfassen – einen zum Schweizerdeutschen und einen zu den Arbeitssprachen – zeugt beispielsweise von der Wichtigkeit dieser beiden Themen auf nationaler Ebene. Auch die Entscheidung, in den meisten Berichten die Sprecherinnen und Sprecher mit Migrationshintergrund nach Generationen zu unterscheiden, verweist auf die gesellschaftlichen Debatten zur Integration und verstärkt diese kategoriale Differenzierung.

2.3 Die mediale Verarbeitung der Sprachenstatistiken

Die Resultate der statistischen Erhebungen werden durch das BFS als Medienmitteilungen und/oder als allgemeine und thematische Berichte veröffentlicht und sind Gegenstand zahlreicher Presseartikel, Zuschriften von Leserinnen und Lesern, Fernseh- und Radioreportagen usw., in denen Journalistinnen und Journalisten, Interessengruppen sowie Expertinnen und Experten bestimmte Aspekte der Statistiken und ihrer Auswertungen hervorheben. Beim Beschreiben, Kommentieren oder Kritisieren der Resultate wählen sie Elemente der Publikationen des BFS aus und stellen sie in einen politischen und/oder wissenschaftlichen Kontext. Dieser medialen Aneignung haben wir den letzten Teil unseres Projektes gewidmet, da uns die Medienöffentlichkeit einen Blick auf die Debatten ermöglicht, die durch die Resultate der Sprachenstatistiken ausgelöst werden.

Unsere Analysen konzentrieren sich auf die Thematiken, denen in den Medien seit 1990 besondere Aufmerksamkeit zuteil wurde, sowie auf die methodologischen und politischen Debatten, welche die Veröffentlichung der Resultate des BFS ausgelöst haben.

- a. *Eine variable und historisch situierte Aufbereitung der Information:* Das mediale Interesse für die verschiedenen Thematiken unterscheidet sich je nach Sprachregion. Im Allgemeinen greift die Presse der französisch- und italie-

nischsprachigen Schweiz sowie aus Graubünden die Informationen mit grösserem Interesse auf als diejenige der deutschsprachigen Schweiz. Die medial am stärksten diskutierten Resultate der Volkszählung (bis 2000) und der Strukturhebung (ab 2010) sind sicherlich die Zahlen zur „Hauptsprache“. Die Statistiken zu den weiteren Fragen – zu Hause und/oder bei der Arbeit/an der Ausbildungsstätte gesprochene Sprachen – werden nur am Rande aufgenommen und erst seit der Volkszählung von 2000 stärker beachtet. Die Medien präsentieren diese Zahlen in Zusammenhang mit stark politisierten sprachlichen Themen, namentlich indem sie beispielsweise Statistiken zum Englischen bei der Arbeit in Zusammenhang mit den Debatten zum schulischen Fremdsprachenunterricht in der Schweiz stellen. Weiter wird die Zunahme der Nichtlandessprachen gemäss den Resultaten von 1990 als Zunahme der „Multikulturalität“ präsentiert, während die Verbreitung der Resultate von 2000 vor allem die „sprachliche Integration“ der Bevölkerung mit Migrationshintergrund betont, indem die grosse Anzahl Ausländerinnen und Ausländer hervorgehoben wird, die eine Landessprache als Hauptsprache genannt haben. Seit der grundlegenden Änderung der Erhebungsmodalitäten ab 2010 (vgl. Kap. 2.1) werden die Resultate der Strukturhebung und der ESRK 2014 vermehrt auch Teil von öffentlichen Debatten zur individuellen Zwei- und Mehrsprachigkeit. In der französisch-

sprachigen Schweiz unterstreichen die Medien, dass die Mehrsprachigkeit stärker verbreitet sei als angenommen, was einen positiven Aspekt für die Schweizer Gesellschaft darstelle. In der italienischsprachigen Schweiz hingegen wird die Zunahme der sprachlichen Diversität eher kritisch kommentiert, da sie einen Rückgang des Gebrauchs der Landessprachen und eine Abnahme des Italienischen gegenüber dem Englischen mit sich bringe, das als regelmässig verwendete Sprache zulegt. Und in der deutschsprachigen Schweiz schliesslich wird bei der Präsentation der ersten Resultate der ESRK die beachtliche Mehrsprachigkeit hervorgehoben, wobei sowohl der Gebrauch der Landes- und Nichtlandessprachen als auch die Vitalität der schweizerdeutschen Dialekte thematisiert wird.

- b. *Eine methodologische und politische Debatte:* Anlässlich der Publikationen des BFS tauchen in den Medien Fragen und Debatten zur Methodologie der verschiedenen Erhebungen auf. Sie können in zwei Themenbereiche unterteilt werden: Der *erste* betrifft das Unvermögen der Erhebungen, die Vitalität des Rätoromanischen zu ermitteln, der *zweite* bezieht sich auf die reduktionistische Sichtweise der Erhebungen bezüglich der Definition der Hauptsprachen, die keine Dokumentierung der funktionalen Mehrsprachigkeit erlaube. Die *erste* Thematik, die von rätoromanischen Interessengruppen eingebracht und von den Medien aufge-

nommen worden war, wandelte sich mit der Entwicklung der gestellten Fragen und Erhebungsmodalitäten. Unterstützer der rätoromanischen Sprache bedauerten 1990 den diskursiven Wandel weg von „Muttersprache“ hin zu „Hauptsprache“. Sie argumentierten, dass dies die Antwortenden dazu veranlasse, eher Deutsch (die täglich verwendete Sprache) als Rätoromanisch (die „Sprache des Herzens“) zu nennen. Sie waren der Auffassung, dass die Weglassung der Bezeichnung „Muttersprache“ den Rückgang des Rätoromanischen in den Erhebungsergebnissen begünstigt habe. Vertreter dieser zweisprachigen Gemeinschaft kritisierten die fehlende Möglichkeit, in den Volkszählungen bis und mit 2000 mehr als eine Hauptsprache anzugeben. Auch die Problematik der Repräsentativität der Daten, die seit den neuen Erhebungsdispositiven (Strukturhebung und ESRK) nicht mehr für alle geographischen und gesellschaftlichen Ebenen signifikante Zahlen zur rätoromanischsprachigen Bevölkerung liefern können, wird in den Medien gelegentlich erwähnt. Die *zweite* Thematik der Methodendebatte wird vor allem durch Experten – namentlich aus der Linguistik – eingebracht. Vor den grossen Änderungen von 2010 kritisierten sie die zu restriktive Vision der Hauptsprache und betonten die Wichtigkeit, auch zwei- und mehrsprachige Personen zu ermitteln. Die Möglichkeit, mehrere Hauptsprachen zu nennen, wurde zwar als klarer Fortschritt betrachtet, gewisse Experten waren aber

weiterhin unzufrieden mit der Formulierung der Frage nach der/den Hauptsprache(n): Eine normativierende Ausrichtung dieser Frage auf Kosten eines Ansatzes, der die sprachlichen Praktiken ins Zentrum rücke, verhindere eine Berücksichtigung zahlreicher mehrsprachiger Personen in der Schweiz.

- c. *Eine schwierige Informationsvermittlung*: Mit der Einführung des neuen Volkszählungssystems ab 2010 werden den Medien komplexere Daten zur Verfügung gestellt. Die verschiedenen Quellen der Sprachenstatistiken führen bei der Informationsvermittlung zuweilen zu Verwirrung, die Unterscheidung zwischen Strukturerhebung und ESRK ist den Medienschaffenden nicht immer klar. Des Weiteren wird die deutliche Zunahme der anderen Sprachen (d. h. der Nichtlandessprachen) als Hauptsprachen nicht immer in Bezug zur grundlegenden methodologischen Modifikation der Strukturerhebung gestellt, die es nun erlaubt, mehr als eine Hauptsprache anzugeben.

Der Begriff der „Hauptsprache“ aus der Strukturerhebung wird in den Medien meist wörtlich übernommen, während das neue Konzept der „regelmässig verwendeten Sprachen“ aus der ESRK 2014 nicht immer gleich beschrieben wird. Die offizielle Definition dieses Konzepts durch das BFS umfasst mindestens wöchentliche rezeptive und/oder produktive Kommunikationspraktiken in verschiedenen Kontexten. In gewissen Darstellungen werden jedoch Formulierungen verwendet, die einen aus-

schliesslich produktiven Gebrauch suggerieren, z.B. wenn von „sprechen“ oder „praktizieren“ die Rede ist. Andere präsentieren die Statistiken zu den „regelmässig verwendeten Sprachen“ als Beweis für die Mehrsprachigkeit und bezeichnen sie bisweilen auch als „Hauptsprachen“.

Insgesamt geht aus diesen Analysen hervor, dass die Modalitäten der statistischen Erhebungen, die Sprachkategorien (Hauptsprachen, regelmässig verwendete Sprachen) sowie die neuen Fragen und Ziele der ESRK von den Medien nicht immer berücksichtigt oder verstanden werden. Die verschiedenen Änderungen sind wahrscheinlich zu komplex, um in der Medienöffentlichkeit angemessen behandelt werden zu können. Die sprachregional unterschiedlichen Aufbereitungen der Informationen verdeutlichen ausserdem die wichtigsten Sensibilitäten der einzelnen Sprachgemeinschaften und deren Gewichtung auf politischer Ebene.

3 Schlussfolgerungen

Das Zählen von Sprachen, Sprechenden und Sprachpraktiken ist kein neutraler Prozess. Unsere Untersuchungen zur Produktion der Sprachenstatistiken in der Schweiz seit dem 19. Jahrhundert verweisen auf komplexe gesellschaftspolitische Einflüsse auf die Erhebung, Verarbeitung, Verbreitung und Aneignung der Daten. Sie zeigen praktische und konzeptionelle Schwierigkeiten auf, die mit der Notwendigkeit zusammenhängen, sprachliche Diversität und Variabilität reduzieren zu müssen, um quantifizierbare Informationen zu erhalten.

Die Produktion von Sprachenstatistiken variiert je nach sozialen, (geo)politischen und historischen Einflussfaktoren (siehe Duchêne & Humbert, 2018). Unsere historiografischen und ethnografischen Analysen sowie die Medienanalyse zur Produktion und Verbreitung solcher Statistiken zeigen auf, was die Gesellschaft in der Schweiz – zu bestimmten Zeitpunkten und den wechselnden gesellschaftspolitischen Interessen entsprechend – in Bezug auf die Sprachen und Dialekte hervorzuheben sucht. Nach einer restriktiven Sichtweise (verankert in einer mehr als hundertjährigen statistischen Tradition), in der nur eine einzige „Muttersprache“ pro Person gezählt wurde, will die Schweizer Statistik nun die Diversität und sprachlichen Praktiken vertiefter untersuchen und komplexere Sprachdynamiken miteinschliessen, so z. B. die Verwendung von Sprachen bei der Arbeit, zu Hause oder auch beim Konsum von Videos im

Internet. Unsere Analysen erlauben zu verstehen, wie gewisse in der Vergangenheit kaum sichtbare sprachliche Phänomene, insbesondere die individuelle Mehrsprachigkeit und die Diglossie, heute zu zentralen Themen der Schweizer Statistik geworden sind. In diesem Sinn liefert eine Analyse der Produktion der offiziellen Statistik zu Sprachen und Dialekten einen Indikator für grundlegendere gesellschaftliche Entwicklungen, welche weit über statistische und Sprachenfragen hinausweisen.

Eine Öffnung hin zur statistischen Analyse von komplexeren sprachlichen Phänomenen erscheint heute als eine Notwendigkeit. Sie bringt aber eine Reihe praktischer und konzeptioneller Herausforderungen mit sich, wie unsere detaillierte Untersuchung der verschiedenen Etappen der ESRK 2014 aufzeigt. Bei der Erarbeitung des Fragebogens besteht die zentrale Herausforderung darin festzulegen, in welcher Form, wie weit und nach welchen Kriterien die Diversität quantifiziert werden soll und zu bestimmen, welche Sprachen, Dialekte und Sprecherinnen und Sprecher besonders zu berücksichtigen sind. Bei der Durchführung der Umfrage zeigen sich weitere Unwägbarkeiten, insbesondere während der Telefoninterviews, in denen Fragende und Antwortende nicht immer dieselben Auffassungen der Phänomene teilen: Über seine sprachlichen Praktiken und Kompetenzen innerhalb der Gesellschaft zu sprechen, bedeutet auch, seine Erfahrungen und Sichtweisen

zu vergleichen und implizit die soziale Erwünschtheit seiner Antworten auszuhandeln. Weitere Schwierigkeiten zeigen sich bei der Verarbeitung der Daten: Diese soll einen Sinn ergeben und Resultate liefern, die für das potenzielle Zielpublikum interessant, relevant und statistisch signifikant sind. Dieser Prozess und die veröffentlichten Daten zeugen auch von Hervorhebungs- und Ausblendungseffekten.

Unabhängig von den Modalitäten der Volkszählung zeigen unsere Analysen der massenmedialen Verbreitung der Sprachdaten, dass die veröffentlichten Zahlen zu Lupeneffekten führen und Gegenstand von Kritik und Instrumentalisierung in verschiedenen Bereichen werden (Wissenschaft, Politik, Wirtschaft usw.). Die Sprachenfragen, welche die offizielle Statistik behandelt, werden als wichtige Indikatoren grundlegender Thematiken in der Schweiz konzipiert und wahrgenommen. Dazu gehören die Integration von Ausländerinnen und Ausländern, interne und externe Migrationsbewegungen, der Sprachenunterricht in der Schule, die kulturelle Vielfalt oder auch die Bewahrung des nationalen Zusammenhalts. Die Veröffentlichung der Zahlen bringt zwangsläufig eine Privilegierung bestimmter soziolinguistischer Dimensionen auf Kosten anderer mit sich. Ihre Aneignung – oder Instrumentalisierung – in der Öffentlichkeit zeigt auf, inwiefern die verschiedenen Interessengruppen den Statistiken widersprechen oder zustimmen, um ihre politische und/oder wissenschaftliche Botschaft zu vermitteln.

In diesem Sinn lässt unsere Untersuchung erkennen, dass sich hinter den Zahlen, mit denen wir täglich in Berührung kommen, Herausforderungen verbergen, die

über den rein wissenschaftlichen Rahmen und die Problematik des Zählens hinausreichen. Indem wir zu verstehen versuchen, was als „französischsprachig“, „mehrsprachig“ oder „dialektsprechend“ zählt, tragen wir dazu bei, eine wichtige Facette auszu-leuchten, welche das Bild der Schweiz mit-prägt: ihre sprachliche Vielfalt, wie sie offiziell gezählt, verbreitet und in der Öffentlichkeit aufgenommen wird.

4

Bibliographie | Bibliografia | Bibliografie

Bauman, R. & Briggs, C. L. (1990). Poetics and performance as critical perspectives on language and social life. *Annual Review of Anthropology*, 19, 59-88.

Busset, T. (1993). *Pour un recensement fédéral suisse*. Berne: Office fédéral de la statistique.

Cicourel, A. V. (1964). *Method and measurement in sociology*. New York: The Free Press of Glencoe.

Coray, R. (2017a). Fällt Rätoromanisch durch die Maschen? Minderheitensprachen und Mehrsprachigkeit in den Schweizer Volkszählungen. *Europäisches Journal für Minderheitenfragen*, 10(3-4), 231-262.

Coray, R. (2017b). Zählt Rätoromanisch? Sprachenstatistik als Kristallisationspunkt politischer und ideologischer Debatten. *Ladinia*, XLI, 161-179.

Duchêne, A. & Humbert, P. N. (2018). Surveying languages: the art of governing speakers with numbers. *International Journal of the Sociology of Language*, 252, 1-20.

Duchêne, A., Humbert, P. N. & Coray, R. (2018). How to ask questions on language? Ideological struggles in the making of a state survey. *International Journal of the Sociology of Language*, 252, 45-72.

Humbert, P. N. (2018). Un siècle de cartographie statistique des langues en Suisse: (dé)faire les frontières avec des chiffres et des idées. In Meyer Pitton, L. & Schedel, L. S. (éds.). *Bulletin suisse de linguistique appliquée*, 108, 15-34.

Jost, H. U. (2016). *Von Zahlen, Politik und Macht. Geschichte der schweizerischen Statistik*. Zürich: Chronos.

Keller, R. (2011). *Wissenssoziologische Diskursanalyse: Grundlegung eines Forschungsprogramms*. 3. Ausgabe. Wiesbaden: Verlag für Sozialwissenschaften.

Merry, S. E. (2016). *The seductions of quantification: measuring human rights, gender violence, and sex trafficking*. Chicago Series in Law and Society. Chicago, IL, & London: The University of Chicago Press.

Park, J. S.-Y. & Bucholtz, M. (2009). Introduction. Public transcripts: entextualization and linguistic representation in institutional contexts. *Text & Talk – An Interdisciplinary Journal of Language, Discourse & Communication Studies*, 29(5), 485-502.

Traverso, V. (2008). Analyser un corpus de langue parlée en interaction: questions méthodologiques. *Verbum* 30(4), 313-328.

5

Abréviations | Acronimi | Abreviazions Abkürzungen

BAK	Bundesamt für Kultur
BFS	Bundesamt für Statistik
CDEP	Conferenza svizra dals directurs chantunals da l'educaziun publica
CDIP	Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique
CDPE	Conferenza svizzera dei direttori cantonali della pubblica educazione
EDK	Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren
ELRC	Enquête sur la langue, la religion et la culture Enquista davart la lingua, la religion e la cultura
ESRK	Erhebung zur Sprache, Religion und Kultur
ILRC	Indagine sulla lingua, la religione e la cultura
OFC	Office fédéral de la culture
OFS	Office fédéral de la statistique
UFC	Ufficio federale della cultura Uffizi federal da cultura
UST	Ufficio federale di statistica Uffizi federal da statistica
SEM	Secrétariat d'Etat aux migrations Segreteria di Stato della migrazione Secretariat da stadi per la migraziun Staatssekretariat für Migration

